

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Hors de l'Internationale (*Varine*). — L'Union universelle du Proletariat (*H. Gorter*). — Les révolutionnaires doivent-ils militer dans les syndicats réactionnaires ? (*N. Lénine*). — Loyauté des reconstruc-teurs. — Le « Bulletin Communiste » et le « Populaire » (*Boris Souvarine*). — Le Communisme en Italie : Un rapport de Serrati ; l'Opposition des réformistes à la Révolution communiste en Italie (*N. Bombacci*).

Pour la régénération du Parti socialiste italien ; l'Internationale Communiste à la classe ouvrière italienne. — L'Aventure Kapp-Luttwitz et le Parti communiste allemand : Lettre au Comité central du K. P. D. (*Paul Levy*) ; Sur la situation en Allemagne (*Clara Zetkin*) ; Sur la déclaration de loyauté du Parti Communiste (*E. Meyer*) ; Essai critique (*K. Radeck*). — Comité de la 3^e Internationale.

HORS DE L'INTERNATIONALE

Les événements, dont le cours se déroule sans tenir compte le moins du monde des prophéties et des homélies du *Populaire*, corroborent le point de vue des communistes. Quoi que pleurniche Longuet et que vocifère Paul Faure, les masses viennent au communisme partout où les paroles communistes les atteignent. La Fédération socialiste de la Seine en est la preuve irrécusable et vivante. Dans quelques jours, elle prononcera son adhésion pleine et entière à la 3^e Internationale par le vote d'une majorité considérable. Les contre-révolutionnaires, qui affirmaient que les 21 conditions d'admission donneraient un haut-le-cœur à tous les socialistes français (style Paul Faure) voient leur influence définitivement ruinée : les reconstruc-teurs sont aujourd'hui réduits au rôle d'un Renaudel, dont le sort sera le leur.

La décision de la Fédération socialiste de la Seine aura été précédée du revirement qui, à l'Union des Syndicats de la Seine, porte les révolutionnaires à la direction du mouvement ouvrier. Ce parallélisme de progrès révolutionnaire, constaté au centre vital du pays, sera bientôt généralisé. Avec un Parti Socialiste et une Confédération Générale du Travail guidés par les mêmes principes et affiliés à l'Internationale Communiste, la lutte de classes en France prendra un aspect nouveau : le prolétariat ne sera plus trahi en permanence comme il l'a été jusqu'ici par ceux qui avaient charge de le diriger.

Le Congrès fédéral de la Seine comporte comme principal intérêt le dévoilement des véritables préoccupations de nos contre-révolutionnaires camouflés. Longuet a proclamé sa solidarité avec tout membre du Parti qui serait frappé pour raison de tendance : ce qui signifie que Longuet est solidaire de tous les traîtres, de tous les aventuriers qui ont choisi le Parti socialiste comme champ d'opérations. Il y a longtemps que nous en étions convaincu, mais il n'est pas mauvais que l'aveu en soit fait par Longuet.

Le Comité de la 3^e Internationale, en demandant au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste d'appliquer à la France la clause des exceptions relative à l'exclusion des centristes, n'a nullement songé à assurer l'impunité aux divers Longuet qui desservent chaque jour les intérêts du prolétariat, et à leur permettre de poursuivre leur besogne con-

tre-révolutionnaire dans le Parti. Il estimait que, dans les circonstances présentes — comme le dit notre motion — l'exclusion des centristes ne pouvait être imposée utilement *a priori*, et qu'elle serait prescrite dans de meilleures conditions par le Congrès lui-même. Il considérait que l'abrogation de la représentation proportionnelle comme mode d'élection des organes centraux du Parti, obligerait les anciens dirigeants opportunistes à se soumettre ou à se démettre. Les événements justifient notre conception : les centristes accepteraient tout, même de dire le contraire de leur pensée et de se livrer aux plus odieuses palinodies, plutôt que de redevenir de simples militants du Parti, plutôt que de « rentrer dans le rang ». En leur signifiant qu'ils ont perdu toute qualité pour guider le Parti, trop longtemps égaré par eux, et que les communistes n'accepteront à aucun prix de collaborer avec aucun de ceux qui sont, jusqu'à ce jour, restés dans le camp reconstruc-teur, la résolution du Comité de la 3^e Internationale préserve le Parti d'un retour à son vomissement. Nos adversaires qui prétendent être attachés à l'Internationale Communiste prouveront leur sincérité en déclarant s'incliner devant les décisions du Congrès et en acceptant la nouvelle discipline du Parti ; quant aux autres, ils suivront l'exemple de Crispin et de Dittmann et quitteront le Parti, à moins que l'exclusion leur semble préférable.

De toute façon, le Parti doit se libérer des amis de Martov et d'Hilferding, d'Henderson et de Graber, qui sont aussi les amis de Branting, de Troëlstra, de Vandervelde, de Bernstein, quoi qu'ils prétendent. La place de ceux qui font dans le *Populaire* l'éloge des pires ennemis de la Révolution bolchevique et qui dénigrent systématiquement les communistes de tous les pays est dans la 2^e Internationale. Les militants avertis ne seront plus dupes des affirmations hypocrites favorables à la « Révolution russe » envisagée comme une abstraction. Tous ceux qui se refusent à faire dans leur pays ce que les bolcheviks ont fait en Russie, c'est-à-dire à agir suivant les principes de la lutte de classes révolutionnaire, se mettent hors de l'Internationale Communiste, même si, pour ne pas perdre complètement leur clientèle, ils professent un amour platonique pour la Révolution russe.

VARINE.

L'Union universelle du Proletariat

Le but vers lequel les ouvriers se sont efforcés pendant soixante-dix ans est enfin atteint : l'union universelle du prolétariat est un fait accompli. Il y a soixante-dix ans, que Marx et Engels ont proclamé le grand mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Mais les ouvriers n'ont pu réaliser leur union internationale jusqu'au moment où la concentration des capitaux, des monopoles, de la haute finance et de l'impérialisme les y contraignit.

A l'heure qu'il est, le prolétariat mondial — son avant-garde — représente une masse vivante compacte et pénétrée d'esprit marxiste. Dans tous les pays la classe ouvrière se lève, se rassemble autour de la Troisième Internationale de Moscou et s'unit sur la base d'un programme commun. Nous voyons avec étonnement que même dans les pays les moins accessibles à l'influence du marxisme, tels que la France et l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande, même dans ces pays on commence ouvertement une propagande marxiste qui est attentivement écoutée, qui trouve de nombreux échos et conquiert les masses de la population. Le sens de cette propagande est toujours le même : les soviets ouvriers doivent être une arme contre le capitalisme et devront servir de base à l'édification du nouveau régime social. Et partout, dans la lutte politique et dans la révolution, une nouvelle union se crée, en effet. Cette union n'est pas le résultat d'une flambée éphémère ; elle ne provient pas non plus d'une étincelle momentanée, parce que la révolution se poursuit toujours. Aussi, l'union et la révolution vont-elles en augmentant dans tous les pays, elles s'y régénèrent et s'y approfondissent de plus en plus. L'union du prolétariat et la révolution sont nourries par le nouvel impérialisme, par les nouvelles guerres, par la nouvelle conflagration mondiale que l'on entend déjà gronder au loin. Elles sont affermisses par la nouvelle Ligue des Nations qui se révèle n'être autre chose qu'une forme nouvelle de l'impérialisme mondial. Cette Ligue ne représente jusqu'ici qu'une alliance des capitalistes de tous les pays, y compris l'Allemagne, alliance placée sous l'égide de l'impérialisme anglo-américain. Elle devient à son tour un des facteurs qui poussent le prolétariat du monde entier à s'unir.

Toutes ces causes permanentes assurent la

continuation de la révolution et forcent, de plus en plus, les ouvriers à s'unir toujours plus étroitement.

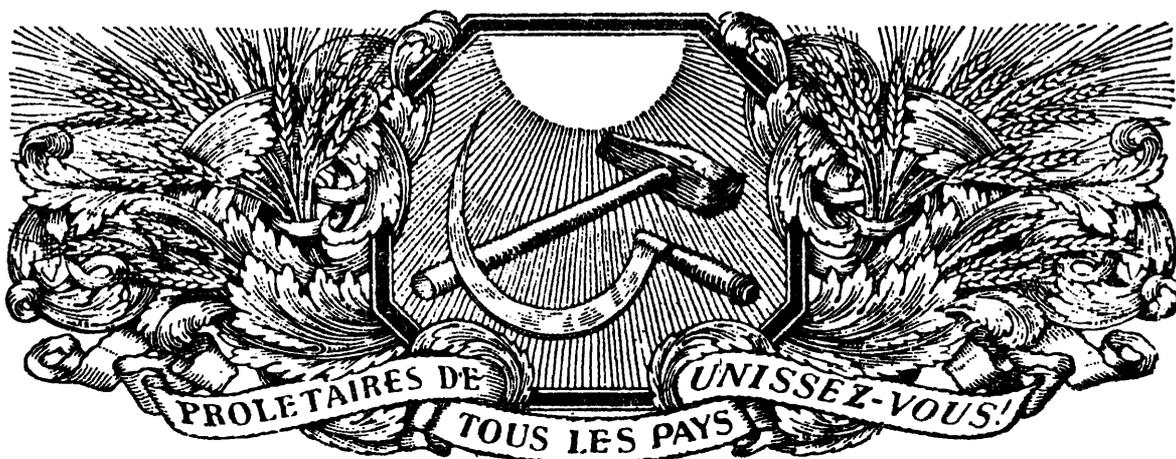
C'est la Russie qui a donné naissance à la révolution ; aussi, nos camarades russes ont-ils acquis une gloire éternelle, ayant su trouver le programme politique, la voie et les moyens de détruire le capitalisme et étant parvenus à démolir la vieille société et à lutter victorieusement contre toute une légion d'ennemis. L'exemple de nos camarades communistes russes demeure à jamais. Mais ils n'ont réussi à triompher que parce qu'ils avaient derrière eux une puissante armée auxiliaire — la masse des paysans pauvres.

L'Allemagne a été le premier pays foncièrement capitaliste qui vit éclater chez lui la révolution. Mais la classe ouvrière y était seule dans la lutte qu'elle avait à soutenir. Aussi, les ouvriers allemands ont-ils le mérite impérisable d'avoir accepté le combat et montré, par leur exemple, la voie à suivre aux prolétaires des autres pays capitalistes. Ce mérite est d'autant plus grand que la révolution mondiale ne pourra triompher que si elle est internationale. Les autres pays européens — l'Italie, l'Angleterre et la France — édifiés par l'expérience de l'Allemagne entreront dans la voie qu'elle suit.

La révolution se propagera et gagnera bientôt toute l'Europe et l'Amérique. Comme l'océan, elle aura, sans doute, son flux et son reflux, mais elle croîtra sans cesse et remportera, tôt ou tard, la victoire décisive.

L'union universelle des prolétaires est un fait réel. Ce n'est pas en pure perte que les communistes allemands ont combattu et combattent toujours pour cette cause. Ce n'est pas en vain que sont morts nos camarades inoubliables Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, et tant et tant d'autres, si nombreux, dont nous ne connaissons même pas les noms. Nous voyons déjà le fruit réel de leurs efforts : c'est l'union universelle du prolétariat. Ce fruit sera suivi d'autres, mais en attendant il est le plus important, le plus précieux, parce que l'union internationale des masses est la condition absolument nécessaire et, en même temps, parfaitement suffisante, pour que le communisme remporte sur le capitalisme une victoire définitive.

H. GORTER.



Les révolutionnaires doivent-ils militer dans les syndicats réactionnaires ?

Les communistes de « gauche » allemands croient pouvoir répondre résolument à cette question par la négative. A les entendre les déclamations et les cris de colère contre les syndicats « réactionnaires » et « contre-révolutionnaires » suffisent (chez K. Kerner, cela sonne avec une gravité toute spéciale et fort sotte) à « démontrer » l'inutilité et même la stérilité de l'action révolutionnaire des communistes, dans les syndicats contre-révolutionnaires des social-chauvins, des conciliateurs, des Legien.

Mais quelque convaincus que soient les communistes de « gauche » allemands du caractère révolutionnaire de cette tactique elle est en fait et à sa base profondément erronée et si ce n'est quelques phrases creuses, elle ne renferme absolument rien.

Pour faire la lumière là-dessus, je partirai de notre expérience, — conformément au plan général du présent article qui a pour but d'appliquer à l'Europe occidentale ce qu'il y a de généralement applicable, de généralement significatif, de généralement obligatoire dans l'histoire et dans la tactique actuelle du bolchevisme.

Le contact des leaders du Parti, de la classe, des masses et en même temps celui de la dictature du prolétariat et de son Parti avec les syndicats se présente maintenant chez nous concrètement de la manière suivante : Le Parti Communiste — qui, selon les données du dernier Congrès (avril 1920) groupe 611.000 membres — réalise la dictature du prolétariat. Le nombre de ses membres a fortement oscillé avant la Révolution et après la Révolution et il fut moins important même en 1918 et 1919. Nous appréhendons d'élargir outre mesure les cadres du Parti sachant bien que les arrivistes et les chevaliers d'industrie, — qui ne méritent que le potcau

d'exécution, — tenteraient de se glisser dans le Parti au pouvoir. Dernièrement nous avons largement ouvert les portes du Parti (rien qu'aux ouvriers et aux paysans) aux heures (hiver 1919) où Youdénitch était à quelques verstes de Pétrograd, et Dénikine à Orel (à 350 kilomètres de Moscou), c'est-à-dire lorsque la République soviétiste était en danger de mort, et lorsque les aventuriers, les arrivistes, les chevaliers d'industrie, et d'une façon générale les lâches ne pouvaient en aucun cas escompter par suite de leur adhésion une carrière avantageuse, mais devaient plutôt s'attendre à la potence et aux persécutions. Un Comité Central de 19 membres, élus au Congrès, gouverne le Parti qui réunit des Congrès annuels (au dernier Congrès la représentation était de 1 délégué par mille membres) mais pour la gestion des affaires courantes on est obligé, à Moscou, d'avoir recours à des bureaux plus restreints, appelés notamment « Bureau d'organisation » et « Bureau politique » qui sont élus en assemblées plénières du Comité Central à raison de 5 membres pris dans son sein pour chaque bureau. Une véritable « oligarchie » en résulte par conséquent. Et il n'est pas une « importante » question politique ou d'organisation qui soit tranchée par une seule organisation gouvernementale de notre République sans que le Comité Central du Parti n'ait donné ses directives.

Le Parti s'appuie immédiatement pour son action sur les syndicats formellement « neutres » qui groupent à l'heure actuelle, selon les données du dernier Congrès (avril 1920) plus de quatre millions de membres. En fait toutes les institutions dirigeantes de l'énorme majorité des syndicats et, en premier lieu, naturellement, le centre ou le bureau syndical

panrusse (le Soviet Central des syndicats panrusse) se composent de communistes et appliquent toutes les directives du Parti. On obtient dans son ensemble un appareil prolétarien, qui n'est pas officiellement communiste, mais souple et relativement large, très puissant, par lequel le Parti est intimement lié avec *la classe* et avec *la masse* et par lequel, sous la direction du Parti, *la dictature de classe* est réalisée. Gouverner le pays et réaliser la dictature sans la plus étroite liaison avec les syndicats, sans leur appui énergique, sans leur action dévouée non seulement dans l'édification *économique* mais aussi dans l'organisation *militaire*, nous ne l'aurions pu, c'est l'évidence même, ni pendant deux années et demie, ni même pendant deux mois et demi. On comprend que cette liaison la plus étroite signifie en pratique une action de propagande, d'agitation très complexe et des plus diverses, d'opportunes et fréquentes conférences non seulement avec les dirigeants mais, d'une façon générale, avec les militants influents des syndicats ; qu'elle signifie une lutte résolue avec les manchéviques qui, jusqu'à présent, ont gardé un certain nombre de partisans — bien petit, il est vrai — qu'ils initient à toutes les roueries possibles de la contre-révolution, à commencer par la défense convaincue de la démocratie (bourgeoise), par les péroraisons sur « l'indépendance » des syndicats (indépendants... du pouvoir gouvernemental ouvrier !) pour finir par le sabotage de la discipline prolétarienne, etc., etc.

Nous reconnaissons l'insuffisance de la liaison avec les « masses » par les syndicats. Une pratique s'est créée en Russie au cours de la Révolution, que nous nous efforçons par tous les moyens de maintenir, de développer, d'élargir : celle des Conférences neutres d'ouvriers et de paysans, qui nous permettent d'observer l'état d'esprit des masses, de nous rapprocher d'elles, de répondre à leurs questions, de placer les meilleurs de leurs éléments aux postes gouvernementaux, etc. Par un récent décret sur la réorganisation du Commissariat du Contrôle d'Etat qui devient « l'Inspection ouvrière et paysanne », les Conférences neutres de ce genre ont reçu le droit d'élire des membres du Contrôle d'Etat chargés des fonctions les plus diverses, etc.

Il va de soi que toute l'action du Parti s'accomplit par les Soviets qui groupent les masses laborieuses sans distinction de profession. Les Congrès de districts des Soviets représentent une institution démocratique telle que n'en ont encore jamais vu les Républiques les plus démocratiques du monde bourgeois et c'est par l'intermédiaire de ces Congrès (dont le Parti s'efforce de suivre l'évolution avec la plus sérieuse attention) de même que par l'affectation constante des ouvriers conscients aux différentes fonctions, en province, que le prolétariat remplit son rôle dirigeant à l'égard de la classe paysanne, en même temps que s'exerce la dictature du prolétariat des villes et l'action systématique contre la classe paysanne riche, bourgeoise, exploitatrice, spéculatrice, etc.

Tel est le mécanisme général du pouvoir gouvernemental prolétarien examiné « d'en haut », du point de vue de la pratique, de la réalisation de la dictature ouvrière. Il y a tout lieu d'espérer que le lecteur comprendra pourquoi le bolchevik russe, qui connaît de près ce mécanisme et qui l'a vu naître

des petits cercles illégaux et clandestins au cours de 25 années, ne peut pas ne pas trouver toutes les discussions au sujet de la dictature « d'en haut » ou « d'en bas », des leaders ou de la masse, etc., ridicules, enfantines et niaises comme le serait une discussion sur l'utilité plus ou moins grande de la jambe gauche ou du bras droit.

Les dissertations les plus importantes, les plus savantes, les plus révolutionnaires des communistes de « gauche » allemands sur ce thème, — à savoir que les communistes ne peuvent et ne doivent pas militer dans les syndicats réactionnaires, qu'il est permis de renoncer à cette action, qu'il faut se retirer des syndicats et organiser nécessairement des « syndicats ouvriers » bien neufs, bien propres, bien gentils (et, le plus souvent, très jeunes) ne peuvent pas ne pas lui sembler de même un enfantillage ridicule.

Le capitalisme lègue inévitablement au socialisme les vieilles distinctions professionnelles et corporatives, serait une erreur encore plus profonde. L'art de la politique (et la compréhension par le communiste de ses devoirs) consiste précisément à évaluer exactement les conditions et le moment où l'avant-garde du prolétariat pourra s'emparer victorieusement du pouvoir, où elle pourra à cette fin et, ceci fait, recevoir un appui suffisant des couches profondes de la classe ouvrière et des masses laborieuses non prolétariennes, où elle saura après coup soutenir, renforcer, élargir sa domination en éduquant, en instruisant, en attirant à elle une quantité toujours plus grande des masses laborieuses.

Plus loin, dans les pays plus avancés que la Russie, un certain esprit réactionnaire des syndicats s'est fait et devait se faire sentir, incontestablement plus violent que chez nous. En Russie les menchéviks trouvaient (et trouvent encore dans un petit nombre de syndicats) un appui parmi les syndiqués, précisément grâce à cet étroitesse corporative, à cet égoïsme syndicaliste et à l'opportunisme. En Occident les menchéviks se sont bien plus solidement « installés » dans les syndicats, et une « aristocratie ouvrière », syndicaliste, étroite, vaniteuse, revêche, cupide, petite-bourgeoise, d'un état d'esprit impérialiste, soudoyée, d'ailleurs, et corrompue par l'impérialisme, est apparue, bien plus puissante que chez nous.

C'est indiscutable. La lutte avec M. Gompers, avec MM. Jouhaux, Henderson, Merrheim, Legien et Cie en Europe occidentale est incomparablement plus difficile que la lutte avec nos menchéviks qui représentent un type politique et social *essentiellement homogène*.

Il faut mener cette lutte sans pitié, et la pousser, comme nous l'avons poussée, jusqu'à couvrir de honte et à chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas l'essayer) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un *certain* degré, et que dans les différents pays et dans des conditions diverses ce « certain » degré n'est pas *identique*, état de choses que seuls les dirigeants politiques réfléchis, expérimentés, compétents du prolétariat peuvent évaluer dans chaque pays pris isolément. En Russie la mesure de ce succès nous fut donnée notamment par les élections à l'Assem-

blée Constituante en novembre 1917, quelques jours après la révolution prolétarienne du 25 octobre 1917. Lors de ces élections, les menchéviks furent littéralement écrasés n'ayant reçu que sept cent mille suffrages — 1 million et quart de voix, en y comprenant celles du Caucase — contre neuf millions de suffrages réunis par les bolcheviks (voir à ce sujet mon article sur les *Élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat* dans le N° 7-8 de *l'Internationale Communiste*.)

Mais nous luttons contre « l'aristocratie ouvrière » au nom de la masse ouvrière et pour mettre celle-ci de notre côté ; nous combattons les leaders socialistes opportunistes et chauvins pour conquérir la classe ouvrière. Cette vérité élémentaire et d'ailleurs évidente ne peut être méconnue. C'est précisément la faute que commettent les communistes allemands « de gauche » qui du caractère réactionnaire des petites aristocraties syndicales concluent à... la sortie des syndicats, renoncent à y travailler et voudraient former de nouvelles organisations ouvrières préconçues. Faute impardonnable qui équivaut à un grand service rendu à la bourgeoisie. Car nos menchéviks de même que tous les leaders syndicaux opportunistes, de la tendance Kautsky, ne sont que des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier (comme nous n'avons pas cessé de le démontrer en Russie) ou encore « les commis ouvriers de la classe capitaliste » selon l'expression profondément exacte des disciples américains de Daniel De Leon. Renoncer à l'action au sein des syndicats réformatives, édifiées par les siècles, entre les ouvriers ; et des syndicats qui ne peuvent se développer que très lentement, au cours d'années et d'années et qui se développeront en des syndicats industriels plus larges et moins corporatifs (englobant des industries entières et non plus des corporations, des corps de métiers et des professions). Par l'intermédiaire de ces syndicats industriels s'accomplira la suppression de la division du travail entre les hommes. On passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes universellement préparés et développés, d'hommes *sachant tout faire*. C'est à cela que va, que doit aller et que viendra le communisme, mais au cours d'un grand nombre d'années. Tenter de dépasser, pratiquement, dès aujourd'hui, ce résultat futur du communisme parvenu au terme de son complet développement, de sa simplification absolue, de son épanouissement intégral et de sa maturité, équivaut à vouloir rendre mère une fillette de quatre ans. Dans le meilleur des cas c'est une plaisanterie imbécile ou une gaminerie stupide ; dans le pire, une malpropreté et un crime.

Nous devons (et nous pouvons) entreprendre l'édification du socialisme non pas en partant de l'imaginaire, non pas avec du matériel humain que nous aurions spécialement formé à cet effet mais avec ce qui nous a été laissé en héritage par le capitalisme. Chose incontestablement très « difficile », mais toute autre façon d'aborder la tâche est si peu sérieuse qu'elle ne mérite même pas d'être discutée.

Les syndicats ont marqué un formidable progrès de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme, en tant que passage des ouvriers divisés et impuissants aux premiers groupements d'union de classes. Lorsque la forme supérieure de l'union de classe des prolétaires, *le Parti révolutionnaire du*

prolétariat (qui ne méritera pas ce nom aussi longtemps qu'il ne saura pas lier les leaders avec la classe et les masses en un tout indissoluble), a commencé à se développer, les syndicats ont manifesté un certain caractère réactionnaire, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à une attitude apolitique, une certaine inertie, etc. Mais le développement du prolétariat ne s'est effectué et n'a pu s'effectuer dans aucun pays du monde autrement que par les syndicats et par leur action de concert avec le Parti. La conquête du pouvoir politique est un formidable progrès du prolétariat considéré comme classe, mais aussitôt qu'elle est un fait accompli le Parti se trouve d'autant plus obligé et par les anciennes méthodes, et par les nouvelles, à s'attacher à l'éducation des syndicats, à les diriger, sans oublier, en même temps, qu'ils restent et resteront longtemps l'indispensable « école du communisme », l'école préparatoire des prolétaires pour la réalisation de leur dictature, l'association indispensable des ouvriers pour le passage définitif de toute l'économie du pays d'abord aux mains de la *classe ouvrière* (et non de professions isolées), puis de tous les travailleurs.

Un certain « esprit réactionnaire » des syndicats, dans le sens indiqué, est inévitable sous la dictature du prolétariat. Ne pas le comprendre c'est faire preuve d'une totale incompréhension des conditions fondamentales de la transition du socialisme au communisme. Redouter ces « esprits réactionnaires », s'efforcer de l'ignorer, de passer outre est d'une sottise immense, car c'est trouver trop lourd ce rôle de l'avant-garde du prolétariat qui consiste à éduquer, éclairer, instruire, attirer à une vie nouvelle les couches les plus retardataires et les masses de la classe ouvrière et paysanne. D'un autre côté remettre la réalisation de la dictature du prolétariat jusqu'au moment où il ne resterait plus un seul ouvrier d'étroit esprit syndicaliste, plus un seul ouvrier qui n'eût plus de préjugés corporatifs et trade-unio-trogrades c'est abandonner les masses ouvrières arriérées à l'influence des leaders réactionnaires, de l'aristocratie ouvrière, des ouvriers embourgeoisés (consulter à ce sujet la lettre d'Engels à Marx, — sur les travailleurs anglais, 1852).

L'absurde théorie de la non-participation des communistes au mouvement syndical d'esprit réactionnaire montre précisément avec quelle légèreté les communistes de « gauche » considèrent l'importante question de l'influence sur les « masses » et combien ils mésusent du mot de « masse ». Pour venir en aide à la masse, pour acquérir sa sympathie et son appui, il faut ne pas craindre les difficultés, les pièges, les insultes, les persécutions des leaders (qui opportunistes ou chauvins, sont le plus souvent en relations directes avec la bourgeoisie et la police) et travailler nécessairement *où va la masse*. Il faut savoir consentir aux sacrifices, surmonter les dangers les plus grands, se livrer à une propagande systématique, opiniâtre, persévérante, patiente partout — et quand même ce serait au sein des organisations les plus réactionnaires — où il y a des masses prolétariennes ou demi-prolétariennes.

Or les syndicats et les coopératives (ces dernières tout au moins dans certains cas) sont des organisations de ce genre. En Angleterre, s'il faut en croire

un journal suédois (du 10 mars 1919), le nombre des membres des trade-unions s'est élevé, de la fin de 1917 à la fin de 1918, de 5.500.000 à 6.000.000, c'est-à-dire de 10 %. A la fin de 1919 il s'élevait à 7.500.000 personnes.

Je n'ai pas sous la main les chiffres correspondants pour la France et l'Allemagne, mais des faits absolument indiscutables et bien connus attestent l'accroissement considérable du nombre des syndiqués dans ces pays.

Ces faits manifestent clairement ce que des milliers d'autres symptômes confirment : la croissance de l'esprit d'organisation, l'accroissement de la conscience ouvrière dans les couches profondes du prolétariat, parmi les masses arriérées. Des millions d'ouvriers en Angleterre, en France, en Allemagne passent pour la première fois de l'inorganisation aux formes élémentaires les plus simples et les plus accessibles de l'organisation : à celles des syndicats ; et les absurdes communistes allemands de la gauche tout en ne cessant pas de parler des « masses » se refusent à militer dans les syndicats, en prétextant leur esprit réactionnaire inventent, — toute neuve, proprette, innocente des péchés bourgeois-démocratiques, — mais coupable par contre des péchés corporatifs et d'étroitesse professionnelle, — l'« Union Ouvrière », qui sera (qui sera !), disent-ils, large et pour l'adhésion à laquelle on ne demande que (on ne demande que !) la reconnaissance du système des Soviets et de la dictature du prolétariat (à ce sujet voir plus haut).

On ne peut concevoir plus grande déraison, plus grand tort fait à la Révolution par des révolutionnaires de « gauche ». Certes, si en Russie même, après deux années et demie de victoires sans précédent sur la bourgeoisie russe et alliée, nous posions comme conditions d'admission au sein des syndicats la reconnaissance de la dictature du prolétariat, nous ferions une faute, nous diminuerions notre influence sur les masses, nous ferions le jeu des menchéviks. Car toute la tâche des communistes est de convaincre les autres travailleurs, de savoir travailler parmi eux et de ne pas se séparer d'eux par de « gauches » inventions enfantines.

Point n'est besoin d'en douter, MM. Gompers, Henderson, Jouhaux, Legien, sont très reconnaissants à ces révolutionnaires « de gauche » qui comme ceux de « l'opposition de principe » allemande (nous préserve le ciel de semblables principes !) ou comme certains militants américains de l'Association des Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.) prêchent la sortie des syndicats réactionnaires et se refusent à y travailler. N'en doutons pas, les leaders de l'opportunisme auront recours à toutes les ressources de la diplomatie bourgeoise, au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux, pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats, pour les en chasser, pour leur y rendre la situation intenable. Il faut savoir résister à tout cela, consentir à tous les sacrifices, user même de tous les stratagèmes, user de ruse, adopter les procédés illégaux, se taire parfois, parfois voiler la vérité à seule fin d'entrer dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir malgré tout sa tâche communiste. Sous l'ancien régime tsariste, jusqu'en 1905, nous n'eûmes aucune possibilité d'action légale ; mais quand le policier Zoubatov organisait

ses réunions et ses associations ouvrières, réactionnaires, nous y envoyions pour combattre la réaction et sélectionner des révolutionnaires, des membres de notre Parti (et je me souviens parmi ceux qui remplirent de semblables missions de l'ouvrier pétersbourgeois Babouchkine, fusillé en 1906) nos agents de liaison avec la masse, qui s'évertuaient à faire de l'agitation et à soustraire la masse à l'influence des gens de Zoubatov.

Agir de même est naturellement très difficile dans les pays de l'Europe occidentale, pénétrés de préjugés constitutionnels, démocratico-bourgeois, légalistes. Mais il faut y réussir et procéder systématiquement.

Le Comité Exécutif de la 3^e Internationale doit, à mon avis personnel, condamner et proposer au prochain Congrès de l'Internationale Communiste de condamner tant la non-participation au mouvement syndical en général (en motivant sa décision par l'exposé détaillé du préjudice causé à la Révolution par une semblable attitude), que, dans un cas particulier, l'attitude des militants hollandais de la Tribune qui — de façon directe ou indirecte, de force ou de biais, ouvertement ou non — soutiennent cette politique. La 3^e Internationale doit renoncer aux procédés tactiques de la 2^e et ne pas éluder les questions difficiles ou pressantes, mais les poser au contraire, nettement. Nous avons dit, bien en face, toute la vérité aux indépendants (Parti Social-Démocrate Indépendant d'Allemagne) ; nous la dirons de même aux communistes « de gauche ».

N. LENINE.

Loyauté des Reconstructeurs

Il est irréfutablement établi que les reconstructeurs ont menti en attribuant la rédaction de leur motion, pour une part, à des membres démissionnaires du Comité de la 3^e Internationale.

Aucun des signataires de leur motion, au moment où le démenti du Comité de la 3^e Internationale a paru, n'était démissionnaire de notre Comité.

Ce que voyant, les reconstructeurs se sont déployés dans toutes les directions pour racoler à tout prix un ou deux renégats. Ils en ont trouvé trois, en tout et pour tout. Tant il est vrai que l'espèce n'en est pas disparue, depuis Judas, et qu'il s'en trouve chez les Communistes, ce que ceux-ci n'ont jamais cherché à contester.

Mais les reconstructeurs n'ont pas pu trouver trois démissionnaires du Comité. Ils ont découvert exactement :

1^o M. Nowina, qui fut membre du Comité l'année dernière, et qui a cessé d'en faire partie depuis un an ; par quel tour de force pourrait-il démissionner d'une organisation dont il n'est plus membre ?

2^o Mlle Saumoneau, exclue du Comité à l'unanimité depuis huit mois, et, par conséquent, mise dans l'impossibilité de démissionner.

3^o M. Fisher (???) Les reconstructeurs veulent faire croire que ce type existe... Ils ont de bonnes plaisanteries...

Plaignons, plaignons ces pauvres reconstructeurs.

Le "Bulletin Communiste" et le "Populaire"

Paris, le 20 novembre 1920.
(Prison de la Santé.)

Monsieur le directeur,

Le *Populaire* a publié plusieurs articles où je suis mis en cause à tout propos et hors de propos. Ces articles contenant en moyenne un mensonge par ligne, il est de mon devoir de vous rappeler au respect de la vérité. Non pas que je nourrisse quelque espoir de réveiller en vous le sentiment de la dignité, mais parce que je désire édifier les militants qui ont à nous juger. Je n'ai pas davantage l'illusion de vous voir publier cette lettre ; cela serait contraire à vos habitudes et vous êtes trop heureux de savoir que je n'aurai pas recours à la justice bourgeoise pour vous y contraindre ; il vous plaît mieux d'insérer des lettres de policiers, comme celle que vous publiâtes récemment, et dont le Comité de la 3^e Internationale s'honore.

L'article intitulé « Malfaisante besogne » et signé le *Populaire*, — et dont la vulgarité de la forme, la médiocrité de la pensée, l'imprévu de la syntaxe, révèlent à chaque phrase l'auteur, — exige que je reproduise d'abord les quelques lignes du *Bulletin Communiste* qui ont suscité votre délire :

Sans qu'il fût besoin de se concerter, tous les partisans sincères de l'Internationale Communiste ont compris leur devoir de se tenir à l'écart du *Populaire*, dont la campagne contre la 3^e Internationale se poursuit par les moyens les plus déloyaux.

Après la démission de Daniel Renoult, secrétaire général du journal, il faut enregistrer celle d'Henri Barbusse, dont la fidélité à la cause révolutionnaire ne se dément pas un instant. Le nom de Barbusse disparaîtra de la manchette du journal, où il figurait avec le titre de « Directeur Littéraire ». Mentionnons aussi les noms de collaborateurs occasionnels qui cessent d'écrire au *Populaire* : Marthe Bigot, Victor Méric, Amédée Dunois.

On sait que Ch. Rappoport, Vaillant-Couturier et Raymond Lefebvre ont cessé leur collaboration depuis quelques mois. Quant à Souvarine, il y a un an qu'il a quitté la maison.

Il ne reste au *Populaire* que deux rédacteurs se réclamant de la 3^e Internationale : Paul Louis et Georges Pioch. Ils se convaincront certainement très vite de l'incurabilité du mal dont souffre le *Populaire*, et qui lui sera mortel.

Le *Populaire* ne ressuscitera et ne vivra que si son directeur et son rédacteur en chef, qui l'ont discrédité, s'en éloignent. Le *Populaire* sera communiste ou ne sera pas.

Il n'est pas un journaliste qui, ayant lu ce texte, pourra le qualifier diffamatoire ou injurieux. Comparons-le aux termes de vos deux articles tenant lieu de réponse : « Victime d'une agression sauvage (!) du Bulletin Communiste et de ses séides (!)... Assassinat du Parti perpétré par l'Humanité... Articles infâ-

mes sur le « mensonge de l'unité »... Besogne sinistre d'un Azev ou d'un Métivier... Campagne malhonnête et perfide... Guerre au couteau par l'intermédiaire du pseudo Bulletin Communiste..., etc., etc »

Quelques jours auparavant, en réponse à cette phrase de Lorient : « La citoyenne Suumoneau, du haut de son nouvel Olympe, etc. », le *Populaire* publiait une lettre où se trouvaient des expressions comme « rats qui propagent la peste ». Je pourrais multiplier les comparaisons.

Les collaborateurs du *Populaire* sont les seuls qui insultent et calomnient. Dans le *Bulletin Communiste*, on ne trouvera que des critiques dont l'âpreté n'exclut pas la dignité, et que motive la campagne venimeuse du *Populaire* contre les communistes internationaux. Et se cont les rédacteurs du *Populaire* qui se plaignent d'être injuriés, pour donner le change, comme ces malandrins qui crient : « Au voleur ! » pour pouvoir mieux s'exquiver.

La pratique constante du *Populaire* est d'employer journellement le mensonge sous toutes ses formes. J'avais prévu que, sur la pente où vous avez glissé, vous ne pourriez plus vous arrêter. En effet, vos faux et l'usage que vous en faites, sont très exactement les procédés d'un Laskine.

Faut-il rappeler vos moyens éhontés de dénigrement des communistes d'Amérique, de Pologne, d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, parmi lesquels des milliers sont morts pour la cause du prolétariat, et qui peuplent les prisons de leur pays ? Faut-il énumérer les mensonges de Gallomb, de Chapiro, de Caussy, de Ronai et les vôtres ?

Après avoir reproduit les mensonges de Dittmann sur le sort de la colonie des ouvriers allemands en Russie, pourquoi n'avez-vous pas reproduit le démenti catégorique publié par ces ouvriers eux-mêmes dans la *Rote Fahne*, l'*Exploité* ou la *Vie Ouvrière* ? N'avez-vous pas feint d'ignorer ce qui se passe en Grèce, pour ne pas désavouer une dépêche tendancieuse, alors qu'aucun socialiste au courant des questions internationales ne peut nier que le Parti ouvrier socialiste grec est adhérent à la 3^e Internationale ?

Pourquoi rapportez-vous dans votre journal les propos que vous auriez entendus tenir dans un train par une quelconque lectrice de la *Vie Ouvrière* (et que vous avez probablement inventés) alors que vous n'avez jamais été capable de répondre aux articles de la *Vie Ouvrière* ?

Et que dire des racontars que vous n'osez pas publier dans votre journal mais que vous avez le front de répandre dans les réunions où vous parlez ? N'est-il pas vrai que vous avez colporté à Villeurbanne et

ailleurs l'histoire du « luxe somptueux » de Zinoviev, tirée de la *Victoire* ?

Lorsque vous êtes mis en demeure de vous expliquer sur les faits qui vous sont reprochés, vous n'avez même pas le courage de prendre la responsabilité de vos actes. Vous niez avoir quitté le Congrès des Indépendants, à Halle, avec la droite, en compagnie de Grumbach et de Martov, alors que tous les témoins dignes de foi l'ont constaté, alors que toute la presse allemande a enregistré le fait, ainsi que même le Bulletin du ministère des Affaires étrangères — qu'on ne saurait assimiler au *Bulletin Communiste* — le confirme. Tout récemment, à Vienne (Isère), pris à partie par des auditeurs à propos de la lettre de Louise Saumoneau qui a motivé le boycottage du *Populaire*, vous avez lâchement rejeté la faute sur Paul Faure et affirmé que vous n'auriez pas inséré cette lettre, ce qui prouve combien l'indignation des communistes était fondée. Cela me rappelle combien vous trembliez devant un Anquetil, au point de lui faire des excuses, et dont vous auriez publié une lettre si Renoult ne s'y était énergiquement opposé ; par contre, vous avez toutes les audaces quand il s'agit de traîner dans la boue les communistes.

Je n'ai pas le loisir de critiquer dans le détail vos faits et gestes, qui vous ont gagné rapidement le mépris des gens sérieux, et qui justifient pleinement le désir de Paul Faure de débarrasser le *Populaire* de votre présence brouillonne. Libre à Paul Faure de trouver aujourd'hui excellent ce qu'il jugeait autrefois détestable. J'en viens aux articles qui provoquent cette lettre, et dont j'ai cité déjà quelques termes typiques.

Vous dites que le *Bulletin* « se targue » de telle démission, « se flatte » de vous avoir retiré tel concours. Le texte que j'ai eu soin de reproduire prouve que vous mentez. Nous avons constaté que des collaborateurs, dont nous avons donné les noms, ont cessé leur collaboration, et vous ne pouvez le nier. Chaque fois que vous direz le contraire, vous ajouterez un mensonge à tant d'autres. Vous mentez encore en évoquant à votre façon mon départ du *Populaire*. Vous mentez toujours dans votre appréciation de ma collaboration, que vous imputez à Renoult. La lettre de protestation de Renoult me dispense d'insister sur ce point. Mais je rappellerai les circonstances de mon départ du *Populaire*, en laissant à d'autres le soin d'apprécier votre rôle et le mien.

En septembre 1919, vous m'avez censuré un article sur la situation du mouvement socialiste américain, après les Conventions de Chicago. Il vous déplaisait que j'enregistre les forces des communistes et vous contestiez les chiffres que je produisais. Je les avais pourtant puisés dans l'organe officiel du Parti, *The Bulletin*, et dans le rapport du secrétariat, documents rédigés par les droitiers. Mes renseignements ont d'ailleurs été confirmés par l'*American Labor Year Book* de Trachtenberg, dont nul ne peut contester l'impartialité.

Quelque temps après, vous avez prétendu m'imposer des modifications à un article sur le mouvement communiste en Pologne, modifications que la conscience d'un militant révolutionnaire se refusait

d'accepter. Là encore, il vous répugnait d'insérer un éloge des communistes polonais et vous entendiez voir traiter avec déférence un Scheidemann polonais, M. Lieberman, agent de Pildzusi. J'ai préféré publier mon article dans le *Journal du Peuple*, dont la collection est à votre disposition.

Je n'entends pas conter par le menu comment j'ai été mis dans l'impossibilité de renseigner les lecteurs du *Populaire* sur le mouvement communiste international grandissant. Ma mémoire me permettrait de relater minutieusement les incidents qui me convainquirent de ceci, qui éclaire l'attitude du *Populaire*, en apparence seulement contradictoire :

Après avoir, par votre plume, attaqué les bolcheviks, auxquels vous reprochiez un « coup d'Etat contre des socialistes », et que vous critiquiez comme « mi-blankistes, mi-bakouninistes », le *Populaire* a pris la défense de la République des Soviets, grâce à l'influence heureuse de Kemerer ; celui-ci parvint à faire prévaloir des vues dont la collection du *Populaire* de 1917 prouve que je fus l'unique défenseur au lendemain de la Révolution de novembre ; le *Populaire* a bénéficié du lustre de la Révolution bolchevique et lui doit son éphémère fortune politique ; mais dès que la question de la Révolution a été posée dans tous les pays par la 3^e Internationale, le *Populaire* a pris position contre les communistes internationaux, estimant que les bolcheviks avaient raison en Russie et tort en France et ailleurs.

Renoult eut au moins le mérite de m'exprimer franchement l'aversion de la rédaction du *Populaire* pour les idées que je défendais. Je préférerais son attitude à celle de Paul Faure ou de Frot, par exemple, qui feignaient de me témoigner leur amitié tout en approuvant les procédés de la direction. Je la préférerais surtout à la vôtre, car vous désavouiez devant moi Renoult, que vous approuviez hors de ma présence. Je dédaignerais de dire ici quels procédés mesquins m'ont révélé la bassesse de votre esprit, à la veille de ma sortie du *Populaire* ; je me suis tu pendant un an, avec la conviction que les événements justifieraient ma conduite et disqualifieraient la vôtre ; l'heure que j'attendais est venue, et ce n'est pas au moment où le discrédit vous frappe irrémédiablement que je vous acclablerai de souvenirs qui seraient pour vous autant de flétrissures.

J'avais cessé d'écrire pour le *Populaire* quand, le 5 novembre, vous me demandâtes d'improviser le numéro exceptionnel du 7, consacré à l'anniversaire de la République des Soviets. Ce que je fis, et dans des conditions qui me permettent d'avoir pitié de vous, en songeant à la façon dont vous travestissez la vérité quand vous parlez de ma collaboration au journal. En quittant le *Populaire*, je dis à plusieurs collaborateurs que ce journal deviendrait une nouvelle *France Libre*. Les faits ne m'ont que trop donné raison, et combien de ceux qui me désapprouvaient à l'époque se sont rangés à mon avis...

Le succès des idées pour lesquelles j'ai modestement travaillé et souffert me récompense au delà de ce que j'eus espéré. Laissez-moi vous dire que je préfère encore mon sort au vôtre, et qu'il me plaît mieux d'être victime de la bourgeoisie que son serviteur.

Boris SOUVARINE

Le Communisme en Italie

Les événements révolutionnaires d'Italie attirent l'attention de tous les communistes du monde. Pour documenter les communistes français, nous publions ici plusieurs documents et articles de première importance : 1° Un rapport de Serrati, directeur de l'Avanti, lu à Moscou le 19 juillet 1920, à la séance du Comité exécutif central panrusse des Soviets au Kremlin. — 2° Un article de Nicolas Bombacci, leader de la gauche communiste ita-

lienne. — 3° Le rapport de la section socialiste de Turin, critiquant le Comité central du P. S. I., publié dans l'Ordine Nuovo du 8 mai 1920 et qui a été pleinement approuvé par Lénine et le Comité exécutif de l'Internationale communiste. — 4° L'appel de l'Internationale communiste à la classe ouvrière italienne. Nous publierons ultérieurement des articles sur la situation intérieure du Parti depuis le 2° Congrès de l'Internationale communiste.

UN RAPPORT DE SERRATI

Mon rapport sur le mouvement socialiste en Italie sera très bref. L'attitude de notre parti quant à la guerre et depuis son début est assez connue. Grâce à l'expérience de la guerre de Tripolitaine, le Parti ne fut pas surpris par la guerre mondiale et sut adopter la même attitude d'opposition prolétarienne intransigeante que pendant la guerre de Libye. Dès les premiers jours, nous avons indiqué aux masses italiennes le caractère impérialiste de la guerre, et conformément aux résolutions du Congrès de Bâle nous l'avions combattue. Pas un membre de notre fraction parlementaire n'a voté les crédits militaires ; pas une section du parti — et elles sont 2.500 — n'a hésité une seule minute sur l'attitude à adopter. Les quelques membres qui hésitaient furent exclus du Parti et le seul membre de la fraction parlementaire qui soit allé comme volontaire au front a été obligé de sortir immédiatement de nos rangs.

Parallèlement à notre action contre la guerre nous avons entrepris toute une série de tentatives en vue de reconstituer l'Internationale prolétarienne. Avec les socialistes suisses nous avons convoqué en octobre 1919, à Lugano, la première Conférence internationale où nous avons déclaré la guerre à la guerre et exigé la convocation du Bureau de l'Internationale. Auparavant, avec les camarades russes nous avons convoqué les conférences de Zimmerwald et de Kienthal dont nous avons appliqué les résolutions en Italie. Nous avons été les adversaires de toute collaboration des classes, ligne de conduite que nous avons suivie même après la défaite de Caporetto. Notre organe central, l'Avanti, qui se plaçait avec intransigeance sur le terrain de la lutte révolutionnaire des classes, n'a pas abandonné une seule

fois cette fonction, bien que son tirage soit tombé de 46.000 exemplaires d'avant la guerre à 16.000 et que la vente en ait été interdite dans 22 provinces. La bourgeoisie a plusieurs fois essayé de le supprimer. Le 6 mai 1919, une bande de nationalistes a envahi la rédaction de l'Avanti dont elle a saccagé le local et brisé les machines. Les masses ouvrières y ont répondu en réunissant 1.500.000 liras en six mois. Actuellement le tirage du journal a monté à 400.000 exemplaires et il serait possible de l'augmenter encore, n'était le manque de papier et de machines. Avec la conclusion de l'armistice la situation en Italie est devenue plus aiguë et plus complexe. Toutes les fractions de la bourgeoisie ont constaté que la guerre a fini par une faillite générale et par la négation complète des principes pour la réalisation desquels — selon ses partisans — elle avait été entreprise. Quant aux masses, leur mécontentement et leur irritation croissaient chaque jour. Les causes ainsi que les formes de ce mécontentement ont plutôt revêtu un caractère social-psychologique qu'un caractère économique, ce qui s'exprimait invariablement dans le mot d'ordre constant : « Nous ne voulons pas travailler pour les patrons ».

La bourgeoisie très inquiète de cet état d'esprit des masses a tenté de toutes façons de les apaiser. La plus large amnistie a été accordée en Italie, et ces jours derniers le Parlement votait la journée de 8 heures. La situation économique non seulement des petits ou moyens paysans, mais aussi des ouvriers des villes et des journaliers agricoles a été améliorée. La Confédération du Travail a constaté par ses statistiques que dans aucun pays le salaire ne s'est élevé aussi haut qu'en Italie, relativement à la cherté de la vie.

La vague des grèves plutôt politiques qu'économiques parcourt néanmoins constamment le pays ; quelques-unes, et par exemple, la grève de solidarité avec la Russie du 21 juillet 1919, ont arrêté toute la vie du pays.

Dans cette dernière grève, tous les paysans et tous les ouvriers, y compris les ouvriers des institutions d'Etat ont chômé. Dans le dernier moment les cheminots ont décidé de ne pas prendre part à la grève. Le gouvernement italien avait reçu du gouvernement français l'avis que les ouvriers français ne se mettraient pas en grève et l'avait affiché à Rome en ajoutant que les travailleurs français trahissaient les Italiens.

La grève terminée, la bourgeoisie voulut éveiller la défiance de la classe ouvrière envers le Parti Socialiste. Elle nous a reproché de n'avoir pas fait « la révolution ». Mais nous avons poursuivi le but bien défini : nous avons voulu manifester notre pleine et entière solidarité avec la Russie. Nous n'avions pas songé à faire la révolution à l'heure qui convient à la bourgeoisie.

Cependant, dès avant le 21 juillet, quand avec le camarade Daragona nous allâmes à Paris afin de nous entendre avec la C.G.T. sur la grève générale du 21, un mouvement gréviste se produisit en Italie, pendant lequel la foule saccagea les magasins et organisa des Soviets et des Comités des fabriques. Toute l'Italie est maintenant couverte tout entière de ces Comités dont la presse discute ardemment la structure juridique et technique. Ces temps derniers quelques fabriques et usines de la métallurgie et de la manufacture ont été réquisitionnées et une d'elles fut pendant deux semaines administrée uniquement par les ouvriers dont les capitalistes satisfirent à la fin les exigences. Les masses italiennes sont de tout cœur avec la révolution russe. La révolution russe, ses chefs, ses représentants et en particulier le camarade Lénine jouissent dans les masses d'une popularité immense. Le mouvement révolutionnaire mûrit partout et se développe en profondeur et en largeur. Tous nos efforts visent à le rendre invincible, pour lui préparer le terrain et pour lui assurer le succès.

Le mouvement syndical croît très rapidement. La Confédération du Travail compte 2.000.000 de membres dont 800.000 paysans. Les Coopératives se multiplient aussi ; elles donnent à leurs membres une partie de leur bénéfice ; leur fonds de roulement s'élève à plusieurs millions.

Depuis la fin de la guerre, le nombre des membres du Parti a monté de 42.000 à 105.000 et nous devons souligner que nul n'est admis dans le Parti s'il fut pour la guerre ou pour la collaboration des classes. Dans 350 villes toute l'administration se trouve aux mains de socialistes : c'est le cas de Milan, d'Alexandrie, de Nocera et le nombre de ces villes augmentera sans doute davantage lors des prochaines élections municipales. Le Congrès de Bologne, en novembre, a eu une grande importance. Il revisa et compléta le programme du Parti fondé en 1892. Depuis lors la situation sociale et politique en Italie a radicalement changé. Il s'agissait alors de tracer une ligne de dé-

marcation entre nous et les opportunistes, et nous entrions dans la période des luttes parlementaires. Il s'agit maintenant de parvenir au régime communiste par la dictature du prolétariat. Au Congrès de Bologne, la tendance reconnaissant ceci a eu le dessus (49.000 voix), mais le parti Lazzari-Turati a opposé à cette tendance le « maximalisme unitaire » qui prétend défendre la révolution démocratique et nie la violence. Lazzari se séparait des communistes à cause de l'acceptation par ces derniers du recours à la violence. La première tendance, — celle de Bordiga — eut une majorité de 3.000 voix sur ces deux questions : 1° le boycottage du Parlement, et 2° l'exclusion du parti de Turati, de Modigliani, etc. En ce qui concerne l'adhésion à la 3^e Internationale la résolution fut acceptée à l'unanimité. La campagne électorale a eu dans toute l'Italie un pur caractère de classes : ses mots d'ordre ont été la lutte contre toutes les fractions bourgeoises, pour la Russie soviétiste et pour la révolution. 158 membres du parti socialiste ont été élus au Parlement. Le développement rapide du mouvement révolutionnaire a eu ses côtés négatifs : les organisations locales présentaient leurs candidats, les possibilités de contrôle du Comité Central ont été insuffisantes, de sorte qu'il est fort possible que quelques-uns des nouveaux députés se soient déclarés extrémistes pour des raisons opportunistes, à seule fin de se faire élire.

La fraction parlementaire nouvellement élue élabore promptement une série de projets législatifs dont l'application n'est pas possible en régime capitaliste et qui ont pour but de démontrer aux masses l'incompatibilité des intérêts prolétariens avec l'existence de l'ancien régime. Quelques députés socialistes ont reçu le mandat d'élaborer un programme de socialisation de la terre et d'étudier d'autres mesures radicalement contraires aux bases principales de la société bourgeoise.

Quant à la politique extérieure, le Parti a non seulement demandé la levée du blocus de la Russie rouge, il a non seulement lutté contre l'intervention, mais exigé dès les premiers jours la reconnaissance de la Russie des Soviets. Le résultat de cette pression s'est manifesté dans le changement d'attitude des gouvernements impérialistes et pas uniquement du gouvernement italien, mais de ceux de tous les pays alliés (1).

Le nouveau ministère de Giolitti représente une tentative de réconciliation même temporaire avec la classe ouvrière. Elle n'aura pas de succès, car les éléments les plus droitiers eux-mêmes ne consentiront pas à un rapprochement avec le gouvernement. Le Parti ne l'admettra jamais. De nouvelles élections en résulteront probablement, où notre Parti allant tout droit à la réalisation de son but final aura un nouveau succès.

Notre grande difficulté c'est le manque de mi-

(1) Le Parti a aussi lutté et lutte de la façon la plus énergique contre la terreur blanche en Hongrie. Témoins les meetings de protestation, les réunions grandioses, les discours au Parlement et l'envoi des représentants du Parti en Hongrie dont le résultat fut le droit d'asile en Italie.

litants de valeur ayant une expérience révolutionnaire suffisante et aussi le manque d'organisation dans l'armée où nous pénétrons très lentement. Il est vrai que sur ce terrain même nous avons commencé parmi les soldats et les officiers un travail plus énergique. Récemment se sont réunis sur notre invitation plus de 500 anciens officiers socialistes.

La lettre de Lénine, qui répondait si bien à nos desiderata que beaucoup nous ont soupçonnés de l'avoir écrite nous-mêmes, nous a été très utile. Les indications qu'elle donnait correspondaient tout à fait à nos conditions et au programme du Parti.

Souligner la nécessité de la lutte parlementaire était d'autant plus utile que le mouvement opportuniste italien est relativement important et

possède son propre quotidien qui tire à 45.000. Les syndiqués de l'Union Syndicale ne sont pas suivis par les masses surtout depuis la guerre pendant laquelle une partie des syndicalistes a passé à l'impérialisme.

Notre Parti poursuit donc son chemin consciemment et en droite ligne, vers la dictature du prolétariat et la révolution socialiste.

Nous allons vers ce but sans détour, et sans nous arrêter devant rien. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste doit faire confiance à notre Parti, qui a marché volontairement à ses côtés, en passant par Zimmerwald et Kienthal, pour aboutir à la 3^e Internationale et qui a consciemment accompli son devoir envers celle-ci.

Kremlin, le 19 juin 1920.

SERRATI.

L'OPPOSITION DES RÉFORMISTES À LA RÉVOLUTION COMMUNISTE EN ITALIE

Les conclusions qui suivent ont besoin d'être précédées de quelques explications historiques sur la fondation et le développement du Parti Socialiste Italien. Mon intention est de montrer pourquoi ce parti ne pourra faire de révolution communiste, étant donnés les criteriums sur lesquels il se guide et les éléments qui le composent.

Le mouvement socialiste en Italie se divisait jusqu'à ces derniers temps en trois courants distincts. On considère comme les représentants du premier André Costa, Cafiero et Malatesta. Tous deux sont adeptes de l'idéologie bakouniste qui met au premier plan l'appel à l'insurrection. Constantin Lazzari représente le second courant : c'est le fondateur du Parti Ouvrier dont le programme si net de lutte de classe s'oppose à la démocratie de Cavallotti. Le troisième courant est celui de Turati qui, en collaboration constante avec Anne Koulicher, a étudié et répandu la doctrine de Marx, mais d'un Marx fâcheusement déformé au point de vue politique, bien qu'embelli sous le rapport littéraire.

Ces trois courants se sont unifiés en 1892, à Gènes, pour former le Parti Socialiste d'Italie. Après une réunion orageuse, le groupe des bakounistes s'est partagé : les partisans de Costa ont adhéré au nouveau parti socialiste italien, tandis que ceux de Malatesta, qui étaient opposés à la prise légale du pouvoir, ont formé un groupe d'anarchistes-communistes.

Le parti italien a donc réalisé dès le début l'union de trois idéologies différentes. Il avait toujours l'amour de l'unité, bien que la lutte acharnée de ses diverses tendances aboutit parfois à la sortie de membres ou de groupes isolés représentant les trois courants en question. Le groupe Turati prédomina en règle générale, (moins parmi la masse des membres qu'au Conseil de Direction du parti), sauf dans les périodes de crise

et de mécontentement populaire provoqué par la guerre coloniale. La théorie qui s'oppose à la prise du pouvoir par la force, à la dictature du prolétariat et qui espère s'emparer du Parlement, des communes et de l'Etat par le moyen de la lutte légale est l'œuvre de cette tendance. En raison de l'état d'esprit qu'elle a réussi à faire naître parmi les masses ouvrières, le mouvement syndical, dirigé depuis longtemps par les réformistes, s'est écarté de plus en plus de la lutte de classes et ses chefs ont aspiré toujours plus à résoudre les conflits par l'arbitrage. On a vu alors se former une organisation syndicaliste qui, sans présenter aucune force réelle, vu son origine étrangère, son caractère anarchiste et les qualités des hommes qui se trouvaient à sa tête, exerça pourtant une action sur les masses simplement parce qu'elle réagissait contre la politique assoupissante de la fraction réformiste.

La lutte pour le pouvoir n'était pas menée par les seules forces du prolétariat ; pendant les campagnes électorales, l'union avec les partis bourgeois de gauche était admise par presque toutes les sections. Or, ces coalitions n'empêchaient pas seulement le sentiment de classe du prolétariat de se consolider, mais créaient encore à la longue un mouvement en faveur de l'acceptation du pouvoir en accord avec la fraction bourgeoise de gauche (et cela dans un Etat monarchique !). Le « renard de Dronco », Giovanni Giolitti, qui avait essayé de conduire chez le roi Turati lui-même, a fait l'impossible pour faire franchir ce Rubicon par Bissolati, rédacteur en chef à ce moment-là de l'*Avanti*. La guerre de Libye et la séduction du suffrage universel précipitèrent la crise psychologique qui éclata enfin à propos de l'incident suivant. Invité à se présenter à la cour en qualité de conseiller du roi, Bissolati accepta cette offre. Cette trahison de l'idéal socialiste aurait dû entraîner l'exclusion immédiate du coupable

du sein du parti. Or, il n'en fut rien en dépit de l'effervescence dans les milieux ouvriers. Les meneurs du parti tout en condamnant plus ou moins Bissolati, ne purent se résoudre à user de rigueur, liés qu'ils se sentaient par leurs opinions politiques.

L'incident permit à la fraction révolutionnaire intransigeante d'ouvrir une campagne en vue de s'emparer des organes directeurs du parti. Elle fonda un journal à Rome. Elle réclama l'exclusion de Bissolati, de Podreki et de divers autres avocats de la campagne de Libye. La renaissance du mouvement révolutionnaire eut pour effet — et ce fut sa première victoire — la convocation d'un congrès extraordinaire à Modène, qui transmit la direction de l'*Avanti* à Treves. Quoique réformiste, Treves était un adversaire résolu de la guerre de Libye. Une année plus tard, au congrès de Reggio (Emilie), les éléments révolutionnaires obtenaient le départ de Bissolati du Conseil de Direction du parti et de la rédaction de l'*Avanti*. Ainsi se clôt la première phase du développement historique du parti socialiste italien.

Depuis le congrès de Reggio, l'influence directrice de la fraction révolutionnaire au sein du parti eût dû, semble-t-il, s'accroître. Elle ne s'accrut cependant que dans une faible mesure, bien qu'elle continuât à diriger l'*Avanti* et le Comité Central du parti, qui lui avaient été confiés. Mais toutes les autres institutions du parti ainsi que les syndicats restaient, comme par le passé, aux mains des réformistes. Le manque de discipline dans le parti, la liberté d'opinions et d'idées existant en Italie, expliquent ces anachronismes en matière de théorie socialiste. La discipline en politique n'est possible qu'entre des hommes qui se guident dans leur activité sur un but commun. Cette vérité est corroborée par toute l'histoire du mouvement socialiste italien de 1912 à ce jour. Après le dernier congrès comme auparavant, les réformistes profitent de l'ascendant que leur vaut leur adhésion au parti pour préconiser leurs méthodes de lutte en dépit des décisions de ce congrès et en défi à toute discipline. Leur ligne de conduite au Parlement, leur activité de journalistes, sont restées absolument les mêmes. Les réformistes demeurent fidèles à leur tactique. Bien que ce soit là un trait fort louable, il n'en est pas moins vrai qu'ils causent un grand préjudice au mouvement révolutionnaire italien.

Voici quelques faits. En 1915, l'Italie ayant déclaré la guerre, le Comité Central du parti avait voulu protester contre la folie militariste par une grève général de 24 heures sur tout le territoire de la péninsule. Or, le Congrès de Bologne, influencé par les discours de réformistes influents, n'accepta pas les propositions du Comité Central.

Pendant la guerre même, la lutte entre la bourgeoisie militariste et la gauche du parti s'étant envenimée, les bolcheviks s'étant emparés du pouvoir en Russie, les troupes italiennes ayant subi un échec grave à Caporetto, même alors, disons-nous, les réformistes ne crurent pas devoir se solidariser effectivement avec les camarades victimes de la réaction et ne se privèrent pas d'attaquer les révolutionnaires par la plume et la pa-

role, bien qu'ils fussent membres du Comité Central qui était, lui, pour la lutte de classe, pour la dictature du prolétariat, pour Lénine.

L'auteur de ces lignes et Lazzari ont été condamnés à deux années de prison après que le procureur eut démontré, documents à l'appui, que la propagande antipatriotique des accusés, blâmée par la bourgeoisie, était même en contradiction avec le socialisme véritable, c'est-à-dire avec le socialisme de Rigolia et de Turati. Et notre procureur de citer le journal de ce dernier, le *Critica Sociale*, organe du mouvement syndical. Je pourrais citer bien des faits de ce genre, si je ne tenais à être bref. D'ailleurs, ceux-ci suffisent

A l'heure actuelle, le Parti Socialiste italien est nettement divisé en deux camps, à la différence du prolétariat qui s'est uni pour se préparer avec enthousiasme à l'assaut révolutionnaire. Le premier groupe est celui des maximalistes, convaincus qu'au moment historique actuel le capitalisme international, aussi bien en Italie que dans toute l'Europe, doit céder le pouvoir politique et économique au prolétariat qui n'y parviendra que par la dictature et par la réorganisation communiste de la société au moyen de soviets. Les réformistes qui nient la possibilité d'une pareille transformation du régime capitaliste et qui aspirent à s'emparer d'une manière légale et à nationaliser graduellement la grande industrie et la grande propriété foncière, forment le camp opposé. Est-il admissible qu'à une époque historique comme celle où nous vivons, où la philosophie, en matière de politique, doit céder la place à l'action, est-il admissible qu'un seul et même parti abrite dans son sein des mouvements aussi contraires ? Certes, non. Ces éléments si essentiellement différents ne font que se nuire les uns les autres, semer le scepticisme et le trouble parmi le prolétariat, au lieu de développer sa conscience révolutionnaire et son esprit de sacrifice. Ainsi, d'un côté, de petites réformes, la démoralisation du prolétariat ; de l'autre, les tentatives anarchistes stériles et inorganisées des masses désespérées et révoltées, tentatives qui au lieu d'atteindre la bourgeoisie sèment la discorde et la haine dans les milieux prolétariens.

Plus peut-être que la Russie, l'Italie a besoin de son « Kérénsky ». Les Kérénsky de l'Italie, ce sont les réformistes qui sont censés appartenir au Parti Socialiste italien. Ils espèrent entraîner les masses, surtout si l'expérience communiste russe avorte. C'est pourquoi, dans l'intérêt de la révolution, nous devons avoir le courage de prendre une décision nette. Si le Parti Socialiste italien reste unifié, la cause de la révolution sera sérieusement compromise. Un referendum, en Italie comme partout ailleurs en Europe occidentale, ne peut aboutir volontairement à l'aveu de la défaite de ceux qui depuis 40 ans peut-être en font leur évangile. On ne peut s'attendre ici à un suicide. Ce qu'il faut, c'est, dans une lutte à découvert, détruire ce cadavre vivant qui s'obstine à demeurer une espèce de relique pour des hommes aussi intéressants et charmants que F. Turati et quelques autres. L'union avec les réformistes fait perdre aux militants, dans le travail quotidien du parti, une énergie qui pourrait être mieux em-

ployée pour l'éducation du prolétariat. Le pessimisme et l'incertitude sont ses fruits.

Je me résume. Le Parti Socialiste italien doit se débarrasser de ceux qui sont ouvertement hostiles, en théorie et en pratique, à la dictature du prolétariat, si toutefois le parti veut conserver les sympathies et l'influence dont il jouit, depuis dix ans, parmi les masses ouvrières et s'il tient à mettre son ascendant au service des buts révolutionnaires, après une sérieuse préparation et sans en être dérangé par des luttes intestines. La 3^e Internationale, à moins qu'elle ne veuille répéter les fautes de la 2^e, doit exiger de ses sections que les principes qu'elle proclame soient adoptés non seulement comme des vœux théoriques de la majorité, mais aussi pour être sincèrement et effectivement appliqués dans l'action quotidienne. Il en est à qui ce serait peut-être désagréable ; c'est néanmoins à ce prix que le parti pourra se consacrer loyalement et librement à l'activité dictée par ses convictions et sa volonté. Je connais bien les objections que nous font certains camarades communistes d'Italie qui estiment que la discipline suffit à maintenir le parti dans la bonne voie et qu'il faut au moment décisif actuel éviter les querelles de tendances. Ils se trompent profondément. D'abord, parce que si les réformistes restent au sein du parti, les communistes de gauche en sortiront, de sorte qu'on verra chasser du parti ceux qui travaillent avec ardeur et foi pour la réalisation du communisme. Et, si le

parti perd sa gauche, il finira par retomber dans la voie du réformisme en dépit de la formule du « maximalisme unitaire » qui ne lui servirait que d'enseigne, ce qui équivaudrait en réalité à l'annulation de l'œuvre du Congrès de Bologne et au retour du programme de Lazzari-Turati de 1902. Ceux qui savent consulter les faits tels quels, au lieu de glisser sur leur surface, estiment que le réformisme prédomine encore parmi les chefs du mouvement socialiste en Italie, et qu'il est insensé de s'attendre à voir les réformistes adhérer à un méthode diamétralement opposée à la leur. Et il se pourrait alors qu'on voie se créer en Italie une situation pareille à celle qui s'est produite en Allemagne ; la scission aurait lieu sur les places publiques le jour où les réformistes, portés au pouvoir grâce à la révolution victorieuse, coalisés avec la bourgeoisie démocratique, tourneraient la force armée de l'Etat contre le prolétariat communiste insurgé. Il ne s'agit pas d'un péril utopique. Si nous ne voulons pas nous condamner à des regrets inutiles, alors qu'il sera trop tard pour remédier au mal, c'est tout de suite qu'il faut vaincre, c'est tout de suite qu'il faut nous séparer définitivement de ceux qui n'ont pas foi dans le communisme et qui au moment historique que nous vivons ne veulent pas de révolution communiste ni en Italie, ni ailleurs.

Moscou, juin 1920.

N. BOMBACCI.

POUR LA RÉGÉNÉRATION DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

Le rapport ci-dessous a été présenté par la fédération de province au Conseil National de Milan, par les représentants de la Section Socialiste de Turin et a servi de base à la critique de la tendance et des actes du Comité Central.

1. La physionomie de la lutte de classe en Italie est actuellement caractérisée par le fait que, dans tout le pays, les ouvriers et les paysans sont contraints de noser avec violence et netteté la question de la propriété des moyens de production. La crise nationale et internationale annulant graduellement la valeur de l'argent, démontre la ruine du régime capitaliste. Le système actuel de production et de répartition n'est plus à même de satisfaire aux besoins de la vie humaine, même les plus élémentaires et ne subsiste que grâce à la force armée de l'Etat bourgeois. Tout le mouvement de la classe ouvrière italienne tend impétueusement à l'accomplissement d'une révolution économique gigantesque qui introduirait de nouvelles méthodes dans la production et un nouveau règlement du processus même de production et de répartition, en arrachant ces dernières des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers.

2. A l'heure qu'il est, dans le système en vigueur, les fabricants et les propriétaires fonciers ont réalisé le maximum de concentration, de discipline et de puissance de classe : tout ordre lancé par la Confédération Générale des Industriels Italiens est immédiatement appliqué dans toutes les fabriques. Ce n'est pas en vain que l'Etat bourgeois

a créé un corps de mercenaires armés toujours prêts à exécuter les ordres de cette organisation jeune et forte de la classe des propriétaires, qui aspire à rétablir, par la terreur et le lock-out, sa propriété sur les moyens de production et à forcer par la violence les ouvriers et les paysans à consentir aux spoliations qui leur enlèvent une portion toujours grandissante des fruits de leur labeur. Le dernier lock-out des usines métallurgiques de Turin n'a été qu'un épisode dans l'offensive des fabricants en vue de subjuguier les ouvriers ; ils profiteront, dans cette circonstance, du manque de coordination et de concentration révolutionnaire des forces ouvrières italiennes, pour essayer de briser la solidarité du prolétariat de Turin d'une part, et de l'autre, pour détruire dans la conscience des ouvriers le prestige et l'autorité des organisations de fabrique (comités et commissaires d'usines et fabriques — *Consigli e Commissari di reparto*), qui avaient commencé la lutte pour le contrôle ouvrier. Les grèves prolongées des travailleurs agricoles à Novarese et Lomellina prouvent avec évidence que les propriétaires fonciers sont prêts à anéantir toute production et à affamer le prolétariat rural à seul fin de lui imposer les conditions de travail et d'existence les plus dures et les plus dégradantes.

3. La lutte de classe, en Italie, est actuellement dans la phase qui précède soit la prise du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire, dans le but de passer à un nouveau système de production et de répartition qui permettra le rétablissement de la

production, soit une terrible réaction de la classe des possédants et des dirigeants. Dans ce dernier cas, toutes les formes de violence seront mises en œuvre pour assujettir le prolétariat industriel et rural à un travail d'esclave ; tous les organes de lutte politique de la classe ouvrière (les partis socialistes) seraient inexorablement détruits, — et les organisations économiques (syndicats et coopératives) entreraient alors comme partie intégrante dans la machine de l'Etat bourgeois.

4. Les forces ouvrières et paysannes ne sont ni coordonnées ni concentrées. La faute en est aux organes dirigeants du Parti socialiste qui ont prouvé leur totale incompréhension de la phase du développement que traverse actuellement l'histoire nationale et internationale et des tâches qui s'imposent aux organes de lutte du prolétariat révolutionnaire. Le parti socialiste n'est que le spectateur des grands événements qui se déroulent : il n'exprime jamais une opinion étroitement liée aux principes révolutionnaires du marxisme et de l'Internationale Communiste ; il ne donne pas de mots d'ordre que les masses puissent accepter ; il ne donne pas de direction générale au mouvement ; il ne sait ni unifier, ni concentrer, ni coordonner l'action révolutionnaire. Organisation politique de l'avant-garde de la classe ouvrière — le parti socialiste a le devoir de développer le travail d'ensemble à un point tel que toute la classe ouvrière puisse vaincre dans la révolution, et vaincre durablement. Composé de cette partie de la classe ouvrière qui ne s'est pas laissé définitivement dégrader et asservir par l'oppression capitaliste, qui a pu sauver et sa propre autonomie et d'esprit d'initiative et de discipline consciente, le Parti socialiste aurait dû être, en même temps l'incarnation de la conscience révolutionnaire vigilante de toute la classe exploitée. Sa tâche est de concentrer sur lui l'attention de toute la masse ouvrière, d'obtenir que ses directives deviennent des mots d'ordre commun à tous, de gagner la confiance inébranlable du prolétariat, de devenir son guide, sa pensée, sa tête. Aussi, est-il indispensable qu'il vive au cœur même de la lutte de classe menée par le prolétariat industriel et rural, pour comprendre ses différentes phases, ses épisodes, ses manifestations, pour discerner l'unité au sein de cette diversité, pour donner une direction réelle à tous les mouvements détachés, et convaincre les masses de la possibilité d'introduire à la place du grand désordre actuel un ordre qui, une fois réalisé, régénérerait la société humaine et rendrait l'instrument du travail, de nouveau, apte à satisfaire aux exigences élémentaires de la vie et du progrès de la culture. Or, même après le congrès de Bologne, le Parti socialiste n'en est pas moins resté un parti purement parlementaire, immobilisé dans le cadre étroit de la démocratie bourgeoise, se souciant exclusivement de l'appui apparent de la caste gouvernante, et il n'a pas même su se donner la physionomie caractéristique du parti du prolétariat révolutionnaire, qui doit être uniquement le parti de ce dernier.

5. Il était, après le congrès de Bologne, du devoir des organes centraux du parti d'entreprendre immédiatement et de développer jusqu'aux limites extrêmes un travail énergique, afin de créer un parti révolutionnaire, homogène et cohérent, d'en faire un parti résolument communiste, adhérent à la 3^e Internationale. Or, la polémique avec les réformistes et les opportunistes ne fut même pas entamée ; ni le Comité Central, ni l'*Avanti* n'opposèrent leur propre tactique révolutionnaire à la propagande incessante des premiers au Parlement et dans les syndicats. Rien ne fut fait par les organes du parti pour donner aux masses une

éducation politique, dans le sens communiste, ni pour éloigner les réformistes et opportunistes des comités centraux, des syndicats et des coopératives, ni pour enseigner aux sections et aux groupes de militants les plus actifs une tactique monotone et une méthode d'action déterminée. Aussi, alors que la majorité révolutionnaire du parti n'avait ni incarnation de sa pensée, ni représentant de sa volonté au sein des comités et des organes centraux, les éléments opportunistes surent s'organiser solidement, en bénéficiant du prestige et de l'autorité du parti, pour renforcer leurs positions au Parlement et dans les syndicats. Le Comité Central leur laissa la liberté de s'unir et de voter des résolutions contraires aux principes et à la tactique de la 3^e Internationale, hostiles à la tendance générale du Parti. La tendance du Parti donnait à ses organisations une autonomie assez grande pour qu'elles aient pu développer un travail hostile et propager des idées contraires aux principes et à la tactique de la 3^e Internationale ; le comité du parti se détachait systématiquement de la vie et de l'activité des sections et des camarades isolés.

La confusion qui existait dans le parti, avant le Congrès de Bologne, et qui s'expliquait dans une certaine mesure par l'état de siège, s'accrut encore ; et il n'y a rien d'étonnant à ce que les tendances anarchistes aient dans ces conditions tenté de prendre le dessus. Le parti politique de la classe ouvrière ne remplit sa mission que lorsque, coordonnant et accentuant l'action révolutionnaire du prolétariat, il oppose un pouvoir révolutionnaire de fait à l'Etat bourgeois et ne limite pas la liberté d'initiative et de manœuvre des militants. Si le parti ne réalise pas l'unité des forces et la simultanéité d'action, s'il est un organisme bureaucratique, sans âme et sans volonté, la classe ouvrière tend instinctivement à constituer un autre parti et se sent portée vers la tendance anarchiste qui ne cesse de critiquer la centralisation et le fonctionnarisme du parti politique.

6. Le parti est absent du mouvement international, cependant que la lutte de classes prend, à travers le monde, des proportions gigantesques ; le prolétariat est partout forcé d'en renouveler les méthodes, souvent en s'insurgeant à main armée, comme, par exemple, en Allemagne, après la conspiration militaire. Le parti ne se donne pas la peine de réfléchir à ces faits ; il ne les explique pas aux masses ouvrières italiennes ; il ne les commente pas du point de vue de l'Internationale communiste ; il ne développe aucun travail éducatif qui ait pour but d'inculquer aux masses ouvrières italiennes que la révolution prolétarienne est un phénomène mondial, dont tout épisode séparé ne doit être considéré et discuté que du point de vue de la situation générale. La 3^e Internationale a déjà deux fois tenu ses assises en Europe occidentale : en décembre 1919, dans une ville allemande, et en février 1920, à Amsterdam, et le parti italien n'y a pas été représenté ; les membres du parti ne furent même pas tenus au courant par les organes centraux des discussions qui eurent lieu à ces conférences et de leurs décisions. La 3^e Internationale poursuit une polémique sur la doctrine et la tactique communiste qui amène parfois, comme en Allemagne, jusqu'à des dissidences. Le parti italien se tient entièrement à l'écart de cette lutte d'idées, où se retrempe la conscience révolutionnaire et où se crée l'unité d'esprit et le travail des prolétaires de tous les pays.

L'organe central du parti ne possède de corres-

pondants spéciaux ni en France, ni en Allemagne, ni même en Suisse : situation assez étrange pour le journal du parti socialiste représentant en Italie les intérêts du prolétariat international, et situation étrange pour la classe ouvrière italienne, qui puise, de ce fait, toutes ses informations dans celles, tendancieuses et sciemment déformées, des journaux bourgeois. Comme organe du parti, l'*Avanti* aurait dû être en même temps l'organe de la 3^e Internationale et toutes ses communications, ses polémiques, ses discussions des problèmes prolétariens intéressant la 3^e Internationale y auraient dû trouver place. L'*Avanti* aurait dû poursuivre une campagne incessante contre tout compromis, contre toute déviation opportuniste. L'*Avanti* souligne au contraire des manifestations de la pensée opportuniste, telles que le récent discours parlementaire de Treves, qui se basait sur l'interprétation petite-bourgeoise des rapports internationaux et développait une théorie contre-révolutionnaire, de nature à exercer sur l'énergie du prolétariat une action dissolvante. La même absence de tout souci des organes centraux par rapport à une information régulière du prolétariat sur les événements et les discussions théoriques de la 3^e Internationale s'observe aussi dans les éditions du parti : Ne sont éditées que brochures médiocres ou livres propageant les idées et les opinions de la 2^e Internationale, alors que l'on ne tient aucun compte des publications de la 3^e Internationale. Aussi, voyons-nous que les livres des camarades russes, indispensables pour la compréhension de l'essence de la révolution bolcheviste, sont traduits en Suisse, Angleterre et Allemagne, mais demeurent inconnus en Italie ; il suffit de nommer le livre de Lénine : *L'Etat et la Révolution*. Enfin les traductions des brochures parues sont défectueuses et en dénaturent souvent le sens.

7. De tout ce qui a été exposé découle le mode du travail de régénération et d'organisation que nous estimons indispensable au parti. Ce dernier doit acquérir une physionomie nette et déterminée : de parlementaire et petit-bourgeois il doit devenir le parti du prolétariat révolutionnaire luttant pour l'avènement de la nouvelle société communiste par l'intermédiaire de la classe ouvrière ; parti homogène, cohérent, ayant sa propre doctrine et sa tactique, sa propre discipline sévère et inexorable. Les éléments non communistes et non révolutionnaires doivent en être éliminés et le Comité Central, après s'être débarrassé du souci de conserver l'unité et l'équilibre entre les divers courants et les « leaders », doit appliquer toute son énergie à l'organisation (sur pied de guerre) des forces ouvrières, afin de préparer une unité guerrière pour le moment de la bataille décisive. Tout événement de la vie du prolétariat national et international doit immédiatement trouver écho dans les manifestes et circulaires du Comité Central, qui doit y trouver de quoi alimenter la propagande communiste et le travail d'éducation de la conscience révolutionnaire. Le Comité Central, toujours en contact parfait avec ses sections, doit devenir le centre de l'action prolé-

rienne, dans toutes ses manifestations, mettant en mouvement la périphérie. Ainsi les sections sont tenues d'organiser dans toutes les fabriques, syndicats, coopératives et casernes, des groupes communistes, qui propageront incessamment et graduellement parmi les masses la pensée et la tactique du parti, qui formeront des comités d'usines et de fabriques pour contrôler la production industrielle et agricole, et développeront la propagande indispensable afin de conquérir les syndicats, les bourses du travail et la Confédération Générale du Travail, en un mot la confiance des masses, et préparer les militants, qu'elle élira pour l'organisation des soviets politiques, et la réalisation de la dictature du prolétariat. L'existence d'un Parti Communiste solidaire et sévèrement discipliné qui concentrerait dans ses groupes de fabriques et d'usines, de syndicats et des coopératives et coordonnerait par son Comité Exécutif toute l'énergie révolutionnaire du prolétariat est la condition fondamentale indispensable à toute expérience soviétiste ; si cette condition n'est pas remplie, celle-ci, ne fût-elle entreprise que dans le sens de l'institution des soviets, doit être rejetée, comme une idée absurde, qui ne peut profiter qu'aux ennemis de l'idée soviétiste. Il faudrait, en ce cas, rejeter aussi toute proposition d'établir un Parlement socialiste qui, entre les mains de la majorité opportuniste du groupe parlementaire, deviendrait vite un moyen de propagande d'utopies démocratiques et de projets contre-révolutionnaires.

8. Le Comité Central doit immédiatement étudier, rédiger et propager le programme de gouvernement révolutionnaire du Parti Socialiste ; il est indispensable d'y exposer les résolutions pratiques des problèmes que le prolétariat, une fois arrivé au pouvoir, aura à appliquer ; ce programme doit contenir la solution pratique de tous les problèmes (économiques, religieux, scolaires, etc.) qui intéressent les différentes couches de la classe ouvrière italienne. Partant du principe que le Parti fonde sa puissance et son activité uniquement sur la classe ouvrière industrielle et rurale, celle des non-possédants, et ne considère les autres couches de la population ouvrière que comme son auxiliaire, il doit dès le premier abord publier un manifeste déclarant nettement l'urgence de s'emparer par voie révolutionnaire du pouvoir politique, d'appeler aux armes le prolétariat industriel et agricole, d'appliquer les solutions communistes de problèmes actuels, à savoir : contrôle de la production et de la répartition exercé par le prolétariat, désarmement des mercenaires, contrôle municipal des organisations ouvrières.

9. La section socialiste de Turin a en vue d'entrer en accord, sur la base des principes ci-dessus exposés, avec ceux des groupes et camarades de toutes les sections qui voudront s'organiser pour discuter et approuver ces principes. Elle a l'intention de convoquer à brève échéance un congrès qui étudiera les problèmes de tactique et d'organisation du prolétariat, et de contrôler, en attendant ce congrès, l'activité des organes exécutifs du Parti.



L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

A LA CLASSE OUVRIÈRE ITALIENNE

A la direction du Parti,
A tous les membres du Parti,
A tout le prolétariat révolutionnaire.

Votre délégation au 2^e Congrès Universel de l'Internationale Communiste vous rapportera les résolutions et tous les travaux de ce Congrès. Le Comité Exécutif, en outre, considère indispensable de vous envoyer cette lettre, qui commente quelques points des résolutions, en ce qui concerne la Section Italienne de l'Association Internationale du prolétariat communiste révolutionnaire.

Les rapports officiels de vos délégués, les journaux et d'autres documents qui nous furent soumis, les nombreuses interviews que nous avons eues avec tous les camarades italiens qui sont venus en Russie, nous ont donné la possibilité, croyons-nous, de nous former une idée exacte de l'état de choses actuel dans le Parti Italien. Le projet de cette lettre a été soumis, dans ses grandes lignes, à tous les délégués italiens, avec lesquels nous avons minutieusement examiné toutes les questions soulevées dans cette lettre.

Le Comité Exécutif se propose d'attirer l'attention de tous les membres du Parti, sur quelques points faibles de la politique du Parti lui-même. Il considère que ce n'est pas seulement son droit, mais surtout son devoir essentiel. Le prolétariat militant n'a aucun intérêt à masquer, au moyen de procédés bureaucratiques et diplomatiques, les fautes et les erreurs que ses organisations commettent. Notre intérêt est de ne pas nous faire de compliments réciproques, mais de nous éduquer en profitant de l'expérience que nous offre le mouvement d'émancipation des travailleurs de tous les pays.

Dans la lutte internationale contre le capitalisme, le prolétariat italien et son Parti marchent en première ligne. Votre Parti a été des premiers à adhérer à la 3^e Internationale, et c'est une raison de plus pour établir une ligne d'action très nette afin de vaincre au plus tôt les conséquences néfastes des fautes volontaires ou involontaires du Parti.

Camarades, nous attirons surtout votre attention sur la situation internationale. Il est évident pour tout le monde que nous entrons dans la période de lutte suprême contre le capital. La guerre de la Pologne militariste contre la Russie prolétarienne, guerre où la Pologne est soutenue par le capitalisme international, se transformera sans doute en lutte entre le capital et le travail.

Aussi le premier devoir de tous les partis qui acceptent, non seulement en paroles, mais en fait, la dictature du prolétariat, est de s'approprier à jeter au moment opportun dans la balance, tout le poids de l'énergie révolutionnaire du prolétariat.

Il n'y a rien de plus faux que l'attente indéfinie de la révolution dans les autres pays.

S'il y a des camarades italiens qui attendent que la révolution éclate dans les autres pays, parce que l'Italie ne pourrait pas se suffire à elle-même pour le ravitaillement et le charbon, les camarades des autres pays présenteront des arguments analogues. En Allemagne, on dit qu'il n'est pas

possible de s'emparer du pouvoir par crainte de l'Entente. En Autriche, on ne le peut pas parce que l'Amérique et les Alliés interrompraient toutes relations commerciales, etc. Il est évident que de cette façon, on forme une protection des capitalistes contre la révolution et on retarde la révolution internationale précisément à l'instant où il serait nécessaire de la développer.

Le Comité Exécutif sait qu'il y a des moments où le prolétariat a intérêt à attendre que ses forces augmentent et que celles de la bourgeoisie diminuent. Mais il ne faut pas oublier que chaque instant de trêve donne aussi à la bourgeoisie le moyen d'organiser ses forces et de créer l'armée blanche en armant les « fils à papa », les paysans riches et tous ceux qui craignent le bolchevisme. Il est évident que la bourgeoisie italienne est loin d'être aussi mal organisée qu'elle l'était il y a une année. Elle recueille ses forces, et pendant qu'elle s'arme, cherche à diviser et démoraliser le prolétariat italien, aidée dans cette besogne par les réformistes.

Le danger est grand.

Si la bourgeoisie italienne continue à se renforcer, elle deviendra menaçante. En apeurant les ouvriers avec le spectre de l'Entente, les leaders conduisent les masses, volontairement ou involontairement, vers l'erreur. L'Entente ne pourra certainement pas envoyer ses armées aujourd'hui, contre la classe ouvrière italienne qui se révolte et qui vaincra la bourgeoisie.

Les événements qui viennent de se dérouler en Angleterre à la suite des essais du capitalisme anglais pour aider activement la Pologne blanche, en sont la démonstration évidente. Les ouvriers anglais sont animés de sentiments révolutionnaires.

La bourgeoisie française n'osera pas envoyer ses armées pour étouffer la révolution prolétarienne en Italie, et si elle essaye de le faire, elle se cassera le cou dans cette aventure. Si quelques dirigeants épouvantent les ouvriers avec la possibilité du blocus contre l'Italie dans le cas d'une insurrection victorieuse du prolétariat, ils le font en partant d'une conception erronée du problème. Mais, en admettant que ce blocus soit possible, doit-il être un argument contre-révolutionnaire ?

Il est évident que dans tous les pays du monde, la victoire du prolétariat n'est pas possible sans sacrifices et sans privations consentis par les ouvriers. La Russie des soviets ne supporte-t-elle pas le blocus depuis trois ans ?

Si la révolution, momentanément, ne se développe pas dans les autres pays, l'Italie peut traverser une période aussi âpre et difficile que celle traversée par le prolétariat russe, depuis le jour de la grande révolution de novembre 1917. Mais il est beaucoup plus probable que la marche de la révolution italienne ne sera pas aussi difficile que celle de la révolution russe. La Russie a dû lutter longtemps, toute seule, contre l'Internationale bourgeoise. La révolution du prolétariat italien, en tout cas, ne sera pas isolée.

La classe ouvrière italienne est merveilleusement unanime. Le prolétariat italien est unanimement pour la révolution. La bourgeoisie ita-

lienne ne pourrait pas se fier à ses troupes régulières : à l'instant décisif, ces troupes passeraient du côté des insurgés. Le prolétariat agricole est pour la révolution.

Le dernier mot appartient au Parti des ouvriers italiens. La bourgeoisie voit l'orage qui approche et essaye fébrilement de constituer sa garde blanche. Les massacres continuels et les continuelles batailles entre les ouvriers et les sbires de la bourgeoisie nous démontrent que la guerre civile s'accroît de plus en plus. Dans cette situation, toute incertitude dans la conduite, toute hésitation à l'intérieur du Parti, peuvent être la source d'incalculables désastres pour la classe ouvrière italienne.

Au lieu d'assurer les capitalistes contre le triomphe de la révolution, il est nécessaire de garantir le succès de la révolution ; on ne peut pas y arriver avec des insurrections partielles, mais seulement avec une lutte décisive et bien organisée.

Le Comité Exécutif attire votre attention sur le fait qu'il y a un autre grave danger : celui de retarder longtemps artificiellement l'explosion de la révolution. L'Europe entière se trouve économiquement épuisée d'une telle façon que les réserves du régime capitaliste diminuent avec une rapidité catastrophique. C'est vraiment de ces réserves, qui sont le fruit du long travail du prolétariat, que les ouvriers vainqueurs devront vivre pendant la première période de leur domination. Voilà pourquoi, de même que pour toutes les autres conditions, chaque jour de retard inutile représente un obstacle immense de plus pour la révolution prolétarienne.

Nous répétons encore une fois que : « *Nous sommes contre toute provocation artificielle d'insurrection ; nous sommes contre les insurrections isolées et inconsidérées. Mais nous ne voulons pas que le Parti prolétaire se transforme en un corps de pompiers, destiné à éteindre la flamme de la révolution lorsqu'elle jaillit de tous les pores de la société capitaliste.* »

L'Italie présente aujourd'hui toutes les conditions essentielles qui peuvent garantir la victoire d'une grande révolution prolétarienne, d'une révolution vraiment populaire. » Il faut le comprendre, et cela doit être le point de départ.

Tel est le point de vue de la 3^e Internationale. C'est maintenant aux camarades italiens de décider de ce qui leur reste à faire.

Nous croyons que de ce point de vue, le Parti Socialiste italien a agi et continue d'agir avec trop d'hésitation. Chaque jour, nous recevons la nouvelle de nouveaux désordres en Italie. Tous les témoins, y compris vos délégués eux-mêmes, assurent qu'en Italie il y a une véritable situation révolutionnaire. Et pourtant, le P.S.I., en beaucoup d'occasions, se tient à l'écart ; dans d'autres circonstances, il se contente de contenir le mouvement, au lieu de s'efforcer de le généraliser, de lui donner le mot d'ordre, de l'organiser, de le diriger selon un plan déterminé, de le transformer, pour attaquer enfin énergiquement le domaine bourgeois. Le Parti, en plusieurs endroits, abandonne les masses aux mains des anarchistes, et s'expose ainsi au danger de perdre son autorité. Cette tactique est pleine de conséquences déplorables, dont on ne peut mesurer la portée. *De cette façon ce n'est pas le Parti qui conduit les masses, ce sont, au contraire, les masses qui poussent le Parti. Le Parti est entraîné à la remorque des événements, ce qui est absolument inadmissible.*

Si nous examinons les causes d'un tel état de choses, nous voyons que la principale consiste

dans le fait que le Parti est souillé par des éléments réformistes ou libéraux bourgeois qui, le jour de la révolte, se changeront en véritables agents de la contre-révolution, ennemis de la classe ouvrière. Il est ingénu et absurde de confondre la politesse et l'honnêteté personnelle de ces individus avec le mal objectif qu'ils accomplissent.

Turati, Modigliani, Prampolini, etc., peuvent être très honnêtes personnellement, mais en fait ils sont des ennemis de la révolution, et comme tels ils ne peuvent absolument pas rester dans le Parti du prolétariat communiste. Tout discours parlementaire, tout article, toute brochure réformiste est en effet une arme intellectuelle dans les mains de la bourgeoisie contre le prolétariat. Il n'est pas possible de préparer les masses à la dictature du prolétariat si, dans nos rangs, nous gardons les ennemis de la dictature ; de même, on ne peut pas préparer les masses à la lutte violente, pendant que parmi nous il y a des adversaires de principe d'une telle lutte. Il est impossible de préparer les masses pour la révolution si, parmi nous, il y a des ennemis de la révolution, partisans de la pénétration pacifique du socialisme.

Mais, puisque ces individus continuent à rester dans le Parti Socialiste italien, on comprend que la tactique de celui-ci ne peut pas être uniforme. La fraction parlementaire se traîne avec le poids mort encombrant du réformisme, et cela l'empêche d'avoir une ligne d'action vraiment révolutionnaire. L'utilisation de la tribune parlementaire est nécessaire au prolétariat. *Mais pour cela, il est nécessaire aussi que la fraction parlementaire du prolétariat exprime la tactique révolutionnaire du prolétariat.* Malheureusement, on ne pourrait pas dire qu'il en est ainsi de la part de la fraction parlementaire du P.S.I. Cet état de choses produit à l'intérieur du Parti une tendance abstentionniste. Cette tendance a tort dans l'abstention, mais elle a parfaitement raison d'exiger l'exclusion des réformistes du Parti.

Dans les syndicats, la situation est encore plus grave. Il est nécessaire, pour que le prolétariat ait la victoire, que le Parti Socialiste prenne la direction de ces organisations. Les plus importantes places sont occupées par des réformistes, par une clique bureaucratique qui détient l'appareil de direction des syndicats et qui fait tous les efforts pour freiner la marche de la révolution.

Pour caractériser la tactique de ces messieurs, il suffit de dire que depuis six années, dans la crainte de perdre la direction de la C.G.T., ils n'ont plus convoqué le Congrès des Syndicats.

Les ouvriers sont pour la révolution et les dirigeants des syndicats sont contre la révolution. Les syndicats italiens, alliés au Parti, sont, aujourd'hui encore, adhérents à l'Internationale jaune et traîtres d'Amsterdam, qui est une évidente agence impérialiste. Les dirigeants de vos syndicats, tels que d'Arragona et d'autres réformistes, collaborent avec la bourgeoisie, dans les commissions créées par les capitalistes pour la lutte contre la révolution. Une semblable situation est absolument inadmissible. Ce n'est pas de cette façon qu'on prépare la dictature du prolétariat. Le Parti doit exclure les réformistes, et à la place de ceux qui font le jeu de la bourgeoisie, il doit mettre les dirigeants du mouvement révolutionnaire. Le Parti doit aider le prolétariat à transformer les syndicats en des forteresses de la révolution prolétarienne.

Le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste s'est prononcé favorablement au rapprochement de tous les éléments vraiment révolutionnaires et prolétaires, du syndicalisme, de l'anarchisme, des

« shop-stewards committees » et des I.W.W. En effectuant ce rapprochement, le Congrès a aidé beaucoup le mouvement ouvrier. Dans tous les pays, et en Italie principalement, on doit faire la même chose. Les dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires qui, par erreur ou par ignorance, font encore partie des syndicats dirigés par les anarchistes syndicalistes (*Union syndicale*), sont mille fois plus proches de nous que les réformistes qui veulent adhérer à la 3^e Internationale, mais qui, en fait, empêchent la marche de la révolution prolétarienne. On ne peut pas vaincre l'anarchisme si auparavant on ne vainc pas le réformisme.

Les camarades italiens ne doivent pas l'oublier et doivent prendre des décisions sérieuses et nettes sur les tâches des véritables révolutionnaires, pendant l'époque révolutionnaire. L'élimination des éléments réformistes du Parti, et la collaboration avec les meilleurs éléments prolétaires du syndicalisme et de l'anarchisme, pendant la lutte révolutionnaire, voilà notre devise.

Lutter sans merci contre les éléments de droite (réformistes) qui sont nos ennemis et les ennemis de la classe prolétarienne ; une constante propagande parmi les masses qui sont dirigées par les syndicalistes et les anarchistes pour éclaircir leurs erreurs ; le rapprochement systématique dans l'action révolutionnaire, telle est notre méthode.

Tout l'art de la stratégie prolétarienne repose sur la liaison du Parti avec les grandes masses ouvrières. Aussi, il est indispensable que le Parti donne la plus grande attention au très important mouvement des *Conseils d'usine* ; le Parti doit diriger activement ce mouvement, du centre même et sur place, et non pas s'en abstenir sous le prétexte dédaigneux que ce mouvement a un caractère spontané, infantile, non organisé. Le devoir du Parti est justement de remédier à ces défauts et d'aider le mouvement à prendre son maximum de développement pour qu'il puisse aider au triomphe de la révolution. Le sort de tout le mouvement dépend considérablement de l'exacte solution de ces questions.

Les ennemis de la classe ouvrière comprennent parfaitement la situation. Le correspondant du journal bourgeois français *l'Information* a eu raison de dire que le sort de l'Italie est dans les mains du P.S.I. ; si le Parti suit la voie que lui montre Turati, le capitalisme est sauvé ; si le Parti suit la voie révolutionnaire, le capitalisme est fini. Les principaux dirigeants du Parti nous ont dit que tous les jours la bourgeoisie italienne fait de semblables déclarations.

Celles-ci ne sont pas des affirmations accidentelles. Dans presque tous les pays d'Europe, ce sont les réformistes, les jaunes, les socialistes à l'eau de rose, qui forment le principal soutien de la bourgeoisie.

En Allemagne, ce sont les Scheidemann, les Kautsky qui sauvent la bourgeoisie. En Autriche, ce sont les Bauer et les Renner. En Suède, les Branting et les Palmshorn. En Belgique, ce sont les Vandervelde et les De Brouckère. En Hollande, ce sont Troelstra et Vliegen. En Pologne, les Daszinski et les Pilsudski, etc. Ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie cherche partout des ministres socialistes. Ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie italienne est toujours prête à prendre comme ministres MM. Modigliani, Dugoni et Cie. Ce n'est pas en vain que le gouvernement italien attire systématiquement dans les plus importantes commissions les réformistes et les « leaders » du mouvement syndical. C'est la conduite de votre Parti, qui doit aujourd'hui établir la destinée du capitalisme.

Le Comité Exécutif exprime la certitude que le

Parti ne prolongera plus d'un instant l'existence du capitalisme. Voilà pourquoi, au nom de la solidarité universelle, et de la révolution internationale, le Comité Exécutif demande à la Direction du P.S.I. de mettre toutes ces questions à l'ordre du jour dans toutes les sections et de les résoudre au Congrès du Parti, le plus tôt possible. Le Comité Exécutif croit indispensable de déclarer qu'il considère la question de l'épuration du Parti et les autres conditions d'admission à la 3^e Internationale, de façon très exacte. Autrement il ne pourrait pas prendre la responsabilité du P.S.I. devant le mouvement international. Le Comité Exécutif espère que le prolétariat italien ne permettra à aucun de désertir sa place dans la grande lutte des classes qui va s'engager, et que dans le mouvement révolutionnaire il se trouvera aux premières lignes pour assurer de son côté le pouvoir inflexible de la dictature prolétarienne.

Le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste a décidé que les Partis Communistes doivent être constitués sur le principe d'une centralisation absolue, et d'une discipline de fer, que les Comités Centraux doivent avoir, d'un Congrès à l'autre, les plus vastes pouvoirs. Il n'est pas possible autrement de diriger la guerre civile, laquelle, ainsi que toutes les guerres, exige une discipline et une forte pression de tous les éléments en lutte. Mais une sérieuse discipline prolétarienne n'est pas possible dans le P.S.I. tant que les places les plus importantes seront gardées par des éléments réformistes.

Chaque discours, chaque action de Turati, Modigliani et Cie est un coup à la discipline de votre Parti. La seule présence de ces messieurs dans le Parti est d'elle-même la négation d'une véritable discipline prolétarienne. L'ennemi est dans votre maison. Il n'est pas possible de maintenir dans ce Parti de prolétaires les adversaires vaincus et conscients de la révolution. L'Internationale Communiste vous demande, ouvriers italiens, ses frères : Délivrez le Parti des éléments bourgeois ! et alors, seulement alors, la discipline du prolétariat pourra conduire la classe ouvrière à la conquête des forteresses du capital.

Le Parti des Indépendants d'Allemagne, qui a un million d'adhérents, le Parti socialiste français, ainsi que les autres Partis, se sont adressés à la 3^e Internationale. Ils veulent adhérer à l'Internationale Communiste. A leur admission, nous avons posé une série de conditions précises (21 conditions) et nous ne les accepterons pas, s'ils n'acceptent pas ces conditions.

Nous ne laisserons jamais affaiblir notre organisation de combat. Nous ne cherchons pas seulement le nombre. Nous ne voulons pas avoir des chaînes aux pieds. Nous ne laisserons pas entrer les réformistes dans nos rangs. Ces conditions sont obligatoires pour tous, pour nous ainsi que pour le prolétariat italien. La bataille décisive s'approche : l'Italie sera un pays soviétiste. Le Parti Socialiste italien sera un Parti Communiste. Le prolétariat italien sera la meilleure division de l'armée du prolétariat international.

Vive le Parti Communiste d'Italie !

Vive la République italienne des soviets !

Vive la révolution prolétarienne !

Pétrograd-Moscou, le 27 août 1920.

Le président du C.E. de l'Internationale
Communiste :
ZINOVIEV.

Les membres du C.E. de l'Internationale
Communiste :
BOUKHARINE, LENINE.

L'aventure Kapp-Lüttwitz et le Parti Communiste Allemand

Afin de faire la lumière sur la tactique des communistes allemands pendant le coup de main militaire de von Kapp, nous publions trois documents importants, trois lettres des camarades Paul Lévy (alors emprisonné), Clara Zetkin, E. Meyer, tous les trois membres influents du Comité central du Parti communiste allemand.

La passion dont elles sont empreintes — et surtout celle du camarade Lévy qui, soulignons-le, écrivait entre les quatre murs d'une cellule, — est bien compréhensible.

Nos ennemis se réjouiront certainement des désaccords survenus alors au sein du Parti communiste allemand. Grand bien leur fasse ! Les communistes n'ont jamais craint de se critiquer eux-mêmes.

La critique publique des fautes du Comité central du Parti communiste allemand ne pourra que faciliter aux membres du Parti ouvrier communiste allemand la fusion avec nos camarades au sein d'un Parti communiste unique.

LETTRE AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND

Camarades,

Je viens de lire votre proclamation. Mon opinion est que le K. P. D. court à la faillite morale et politique. Je ne puis comprendre, comment, dans une telle situation, on peut écrire des phrases de ce genre : *La classe ouvrière est, en ce moment, incapable d'agir ; il faut le déclarer ouvertement.*

Le seul fait que le gouvernement Lüttwitz-Kapp a pris la place du gouvernement Bauer-Noske, n'apporte pas de changement immédiat à la marche de la grande lutte de classe. Ecrire de pareilles choses, c'est faire le jeu de ces misérables éléments du mouvement ouvrier qui crient sans cesse : *Tout cela ne mène à rien.* Ils peuvent maintenant se réclamer du K. P. D.

Après avoir, dès le premier jour, nié la capacité d'action du prolétariat, on fait paraître le jour suivant une proclamation : « Le moment est enfin arrivé où le prolétariat allemand doit commencer la lutte pour la Dictature du prolétariat et la République des Soviets ». Et dans ce but on décide de faire : *La grève générale* (Et cela après la déclaration formelle sur la complète incapacité d'action). Puis quand la grève générale a fait sortir des usines tous les ouvriers, on fixe les élections des comités et on convoque un congrès des comités centraux. Bref, politiquement et en matière d'organisation, nos « pontifes » cassent le cou à la grève générale. Moralement ils l'achèvent. Selon moi, c'est un crime que de briser l'action en criant au fort de la lutte : *Le prolétariat ne remuera même pas le petit doigt pour la République démocratique.*

Savez-vous comment cela s'appelle ? Le plus traître coup de couteau dans le dos que l'on ait jamais donné au prolétariat allemand ! Jusqu'à l'heure actuelle je croyais que nous étions tous d'accord sur les points suivants : Quand une action a lieu, même pour le but le plus stupide (la révolution de novembre n'avait aucun but raisonnable et même aucun but

du tout) nous devons soutenir cette action, nous efforcer par nos mots d'ordre de la canaliser vers un autre but révolutionnaire et développant cette action faire en sorte que les masses comprennent notre but. Mais il ne faut jamais crier dès le début : « Ne pas remuer même le petit doigt ! » seulement parce que le but ne nous plaît pas. Il faut immédiatement donner des mots d'ordre concrets, dire aux masses ce qui doit être fait à l'instant. Il faut, cela va de soi, élargir le mot d'ordre, l'élargir peu à peu. La République des Soviets, cela vient ensuite et non au début. Personne, me semble-t-il, ne pense en ce moment aux élections des conseils de fabriques et d'usines. Pour le moment, le seul mot d'ordre est : *L'armement du prolétariat !* Maintenant, regardez dans la *Rote Fahne* de dimanche l'article intitulé : *Que faire ?* Nous devrions bien nous dire qu'au cas de l'échec de l'insurrection militaire, le gouvernement Bauer-Ebert-Noske, s'il revenait au pouvoir, ne serait plus l'ancien gouvernement, car il *aurait perdu son appui de droite*. Ce serait, comme en janvier 1919, où il s'est modifié après avoir perdu son soutien de gauche. C'est pourquoi il faut maintenant faire tous ses efforts pour que l'émeute soit écrasée, sans compromis ! Si on y réussit, toute « République démocratique » future ira fatalement à gauche, car elle aura perdu son soutien de droite. Et c'est alors seulement que viendra le temps où nous pourrions, déployer notre propre front ! Mais à l'heure présente nous devons agir avec tous les autres (sans même en excepter les social-démocrates), mais avec des mots d'ordre différents de ceux des Indépendants. (Si seulement nous avions les mots d'ordre qui traînent dans la rue et non des mots d'ordre livresques !) Dans tous les cas, il faut avant tout écraser l'insurrection, et le reste nous sera donné par surcroît. (Notre mot d'ordre pour l'heure présente : *Contre tout compromis !*)

Et au lieu de cela, nos aimables camarades mènent des pourparlers ! Je ne puis conserver le calme

en pensant que l'occasion que nous attendions depuis de longs mois s'est enfin présentée : la droite a fait une bêtise colossale ; et au lieu de lancer quelques proclamations, profiter de la situation pour assurer à notre Parti, comme en 1918, le rôle dirigeant, nous nous amusons à des bagatelles. Je ne puis énumérer tous les détails, il y a de quoi faire hurler. Je ne vois pas comment le Parti se remettra jamais de ce coup. Que de fois n'avions-nous pas dit : « Que vienne l'émeute contre-révolutionnaire ! alors nous marcherons avec les social-démocrates, car ils seront liquidés au cours de l'action. » Et maintenant ? *Ne pas remuer même le petit doigt ?* Et c'est là un mot d'ordre communiste ?

Cette nuit, pour la première fois depuis que je suis ici, je n'ai pas dormi de toute cette histoire et je veux encore ajouter quelque chose à ce que je vous ai écrit hier. Ce qui pour moi était hier soir une profonde désillusion est aujourd'hui un sujet d'indignation. Je vais pourtant tâcher de faire abstraction de mes sentiments personnels pour ne considérer que les faits.

A) Tout d'abord, en ce moment a lieu une grève à laquelle participent les ouvriers de toute l'Allemagne, Berlin y compris ; c'est là, je suppose, un fait que ne peut nier même le Comité Central du Parti Communiste d'Allemagne qui a déclaré que le prolétariat était incapable d'action. Mais une grève suppose des revendications. En la déclarant, il faut savoir ce qu'on veut en obtenir. En d'autres termes, il faut savoir ce qui doit être réalisé pour que le travail recommence : quelles sont les revendications auxquelles doit satisfaire l'adversaire ? C'était au K. P. D. de formuler ces revendications, car le *Vorwärts*, il va de soi, ne l'a pas fait. *Ces exigences sont :*

1° *L'armement du prolétariat* pour la sécurité de la République, c'est-à-dire la distribution d'armes aux ouvriers politiquement organisés ;

2° *La capitulation sans conditions des Kapp-Lüttwitz*. Ceci est de la plus haute importance. Evidemment, il y a déjà des machinations, on noue des intrigues ;

3° *L'arrestation immédiate des chefs de l'émeute* et leur jugement par un tribunal prolétaire exceptionnel, extraordinaire, car le conseil de guerre c'est de la comédie et rien de plus ! Ce que le Comité Central du K. P. D. écrit dans sa proclamation du 16 mars est inapplicable dans la pratique. « République Soviétiste », « Convocation du congrès de conseils » ce ne sont pas là des revendications de grève, avant l'acceptation desquelles on ne saurait reprendre le travail. Ce ne sont même pas en général des revendications que l'on puisse poser à l'adversaire. « A bas la dictature militaire ! A bas la démocratie bourgeoise ! » Ce ne sont pas non plus des revendications, ce ne sont que des phrases.

Les revendications concrètes énumérées dans la proclamation et qui ont été ensuite supprimées (pourquoi ?) ne valaient rien non plus. Ce n'est pas la démission « du gouvernement Kapp, mais son arrestation » qu'il faut réclamer. Les traîtres n'ont pas à donner de démission. « Le désarmement de la Reichswehr » est également un non-sens : si on faisait droit à cette revendication dirigée en partie contre les éléments de la « Reichswehr » sur l'appui desquels les ouvriers pourraient compter, cela pousserait dans le camp adverse les éléments qui sont contre

l'émeute militaire. Enfin la confiscation immédiate des armes qui sont entre les mains de la bourgeoisie et la création d'une milice ouvrière sont des mesures qui ne peuvent être réalisées du jour au lendemain ; cela demande des semaines, et c'est pourquoi, ces revendications ne sont pas des revendications de grève. Je ne vois pas, en ce moment, d'autres revendications à présenter que celles que je viens de citer. Peut-être, au cours de l'action, en surgira-t-il de nouvelles que je ne puis prévoir.

B) Avec les mots d'ordre que j'ai indiqués, le K. P. D. aurait ainsi donné à la grève la raison d'être dont elle est privée maintenant. Avec ces mots d'ordre, au bout de quelque temps on aurait vu la justesse de ce que le K. P. D. affirmait dès le début, savoir que les social-démocrates ne prendraient pas part, ou plutôt ne pourraient prendre part à l'action jusqu'au bout. Et alors, mais seulement alors, ç'aurait été le moment de montrer aux masses qui avait trahi leurs intérêts, qui était responsable de leur insuccès. Alors, mais seulement alors, quand les masses auraient adopté nos revendications et que les « meneurs » refusant de soutenir ces revendications auraient fait défection, la marche même des événements en aurait suscité de nouvelles : les Soviets, le Congrès des Soviets, la République Soviétiste, l'abolition de la république démocratique, etc. Toutes ces revendications auraient surgi d'elles-mêmes, si les revendications de la grève avaient reçu satisfaction. C'est autour de ces dernières qu'il faut tout faire converger dans le moment présent : si on y fait droit, la République glisse fatalement vers la gauche, même si Noske reste au pouvoir, ce qui est à peu près impossible. Car si les revendications de la grève étaient satisfaites, le prolétariat deviendrait le soutien de la République, et le nouveau gouvernement, quel que fût son nom, ne serait qu'une enseigne au changement radical survenu dans le rapport des anciennes forces sociales. Et alors, après six mois de développement normal, nous aurions la République soviétiste.

A l'heure actuelle, en ce qui concerne l'organisation, voici ce que nous devrions faire : 1° Une fois, ou même selon les circonstances, deux fois par jour, publier une petite feuille, de caractère général où il y aurait l'appréciation de la situation, les conclusions à en tirer, les revendications et, ce qui est particulièrement important, une critique de l'action du Comité de grève qui se dispose à engager des pourparlers ; 2° Publier des proclamations aux soldats ; 3° Des feuilles dirigées contre les membres de la social-démocratie ; 4° Des feuilles éclairant les fonctionnaires sur le sens de la situation ; 5° Des feuilles pour les cheminots et les employés des P. T. T. ; 6° Faire en sorte que la vague du mouvement enfile de plus en plus, organiser de grandes manifestations au parc de Treptau en évitant toutefois les collisions ; 7° Préparer les cadres de la lutte, même sans armes. D'ailleurs, quand commencera le combat entre les troupes amenées pour rétablir l'ordre et celles de la ville, la population ne devrait pas rester indifférente. Il devrait y avoir des cadres préparés à l'avance, ne serait-ce que pour tenir en respect la racaille qui va surgir des bas-fonds et agir à l'arrière de nos troupes et pour n'avoir pas à répandre le sang.

Prison cellulaire, 16 mars 1920.

Paul LEVY

SUR LA SITUATION EN ALLEMAGNE

Le coup d'Etat militaire-monarchiste de Kapp-Lüttwitz était une étape inévitable du développement de la dictature de la bourgeoisie, qui se cache sous le pavillon de la démocratie. Il avait pour but de rétablir le régime capitaliste et de prévenir l'établissement de la dictature du prolétariat et du système des Soviets. L'Assemblée nationale, le gouvernement de coalition, ainsi que les lois trompeuses de la socialisation et des conseils d'usines, avaient préparé le terrain pour le coup d'Etat tandis que le gouvernement de Noske s'était chargé de masser et d'armer les bataillons indispensables qui devaient réaliser le plan. Le gouvernement de coalition n'était rien de plus que l'incarnation de la sanglante terreur bourgeoise travestie sous le manteau de la démocratie. Le coup d'Etat militaire a fait tomber tous ces haillons et le militarisme est apparu dans toute sa nudité. Les partisans de Kapp veulent coûte que coûte établir la dictature bourgeoise, qui confèrera l'autorité aux junkers prussiens et aux représentants de la haute finance, sous la forme d'un pouvoir militaire monarchique. Les partisans d'Ebert veulent la dictature de la bourgeoisie, qui assurerait aux industriels et aux commerçants le rôle dominant et qui se réaliserait sous la forme d'une démocratie bourgeoise. La seule garantie véritable d'une victoire sur le militarisme monarchiste, serait la destruction du sol qui le nourrit et où il prend racine. — Et pour cela il est indispensable d'élargir et de développer la révolution prolétarienne, d'armer les ouvriers, de désarmer la bourgeoisie et les classes riches, et par conséquent, de détruire le militarisme renaissant, si tendrement bercé par Noske. Le gouvernement de la bourgeoisie et des socialistes, a eu peur de s'engager dans cette voie. Il n'ignorait pas que ce faisant, il briserait l'épée qui défend et soutient le pouvoir des capitalistes, et que par contre il armerait en même temps l'ennemi mortel de ce pouvoir de classe, qui ne tarderait pas à porter à celui-ci un coup terrible...

Adoptant le point de vue de la collaboration politique des exploités et des exploités, et considérant de son devoir de défendre le régime et la propriété bourgeoises, il est condamné à un ridicule et lâche piétinement. Il comprit tout de même que le prolétariat seul était en état de jeter bas la clique séditeuse monarchique et militaire et de défendre avec succès les soi-disant « conquêtes révolutionnaires » et la Révolution elle-même. Mais pour ce gouvernement « les conquêtes révolutionnaires » consistent en fauteuils ministériels, en grasses sinécures pour leurs clients politiques, et pour leurs partisans fidèles. Car, au moyen de l'état de siège, des arrestations, de la censure, des cours martiales, de la garde gouvernementale, des corps de volontaires, etc., il a ravalé ces conquêtes au niveau d'une liberté ordinaire démocratico-bourgeoise, tandis que par une série de mesures comme la fermeture de nombreux ateliers de chemins de fer, la mise en vigueur du travail aux pièces obligatoire ou volontaire, la loi sur les soviets industriels, les fusillades de grévistes, il a de nouveau renforcé le front capitaliste parmi les ouvriers.

Ce n'est pas pour la révolution, mais exclusivement pour la prolongation de leur propre béatitude, qu'Ebert et Noske ont appelé le prolétariat à proclamer la grève générale, que hier encore ils flétrissaient comme le crime le plus inqualifiable qu'on puisse commettre envers le peuple

allemand. L'idée de l'armement du prolétariat les remplissait d'une peur mortelle. Ils se rendaient parfaitement compte que le prolétariat prenant les armes pour défendre la révolution et la République ne se bornerait pas à mettre les Kapp et les Lüttwitz dans l'impossibilité de nuire, mais que ce serait le signal de la lutte contre le capitalisme et contre le gouvernement de coalition, existant par la grâce de la bourgeoisie et défendant jalousement ses intérêts. Dès l'origine de la crise, il fut clair, que le gouvernement consentait bien à être sauvé par les ouvriers grévistes, mais se refusait à se laisser entraîner par les ouvriers sur la voie de la lutte pour le socialisme et de la dictature du prolétariat. La fuite de Berlin, sous le fallacieux prétexte : « Dans la guerre civile, pas une goutte de sang ne doit être versée », était symptomatique. Ce prétexte constitue une contradiction flagrante avec la cruauté des disciples d'Ebert, qui ne s'arrêtent nullement devant les horreurs de la guerre civile, écrasant sans pitié à coup de mitrailleuses et de canons toute tentative révolutionnaire du prolétariat. Cette fuite ne fit que justifier ce dicton : « C'est pour mieux se réconcilier que les amis se disputent ». Le gouvernement était prêt à conclure un accord avec les impérialistes insurgés. Tous les bourgeois démocrates (à l'exception d'un petit groupe n'ayant aucune influence) désiraient de toute leur âme s'unir au pouvoir militaire rétabli, pour opprimer le prolétariat à l'unisson. Il fut bien vite évident que pour ces messieurs, les soucis de la propriété et des autres biens bourgeois étaient autrement importants que toute la démocratie bourgeoise, à la défense de laquelle appelait le parti de coalition.

C'est ainsi que le prolétariat s'est vu contraint d'entrer en lutte contre la contre-révolution militariste, sans se faire cependant la moindre illusion ni sur la situation générale, ni sur les intentions de ses ennemis, mais inspiré uniquement par la conscience de sa tâche historique et de ses intérêts de classe, qui exigeaient le développement ultérieur de la révolution. Pour la masse du prolétariat il était clair, qu'il fallait détruire le militarisme pour enlever cette arme de domination des mains des exploités capitalistes, qu'il devait, par le désarmement de la garde gouvernementale, de l'armée volontaire de la milice civile et bourgeoise, en un mot par le complet désarmement des classes riches et l'armement des ouvriers, conquérir une forte position qui sera le point d'appui et la clé pour la conquête du pouvoir politique. La conviction générale de tous les représentants de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat était que sans l'armement des ouvriers, il est impossible d'organiser la défense des soviets, et qu'aucune dictature du prolétariat n'est possible. Cette conviction n'a fait que s'ancre plus profondément dans le peuple. Et maintenant, c'est pour tous l'évidence même que ni le gouvernement, ni la démocratie bourgeoise, ne peuvent accepter ces revendications : le désarmement de la bourgeoisie et l'armement des ouvriers. Cela ne pourra être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Des soviets ouvriers et des comités de guerre créés à la hâte, se mirent énergiquement à organiser et à diriger la lutte révolutionnaire. Dans un élan unanime, avec un superbe courage, les ouvriers affluèrent de toutes parts et se jetèrent

rent dans la lutte. La grève générale comme une large vague s'est répandue sur le pays. Même le personnel technique, les employés de commerce et de diverses institutions furent submergés par cette vague. Les ouvriers et les employés de chemins de fer, de tramways, des postes et télégraphes, déclarèrent la grève. Des grèves importantes eurent lieu dans les campagnes. Il ne peut y avoir aucun doute que pour quelques catégories de prolétaires, et surtout pour les fonctionnaires ce sont les mots d'ordre des social-démocrates qui les ont ralliés à la grève pour la République, pour la démocratie, pour la constitution, contre la monarchie.

Mais il est aussi bien certain que la masse des travailleurs ne s'est pas mise en grève pour les beaux yeux de la bourgeoisie. Leur mot d'ordre était : « A bas Kapp et Hindenbourg, Bauer et Ebert ! », « A bas Lüttwitz et Noske ! ». La masse comprenait très bien que le but de sa lutte ne pouvait pas être la démocratie bourgeoise et la « collaboration » harmonieuse des exploités et des exploités, que ce but devait être aujourd'hui comme demain, la dictature du prolétariat. Les prolétaires n'avaient pas la naïveté de croire que ce but pouvait être l'objet concret de la lutte actuelle. Pour le moment on ne pouvait faire effort que pour consolider les positions prolétariennes afin de pouvoir pousser plus loin la lutte pour la conquête du pouvoir. La grève se déroulait partout sous le mot d'ordre : désarmement de la bourgeoisie et armement de la classe ouvrière. A ce mot d'ordre s'était ajoutée une autre revendication : la libération immédiate des révolutionnaires condamnés ou en prison préventive, la cessation immédiate de toutes poursuites intentées contre les militants révolutionnaires, la levée de l'état de siège, l'abolition de la censure, etc. Malgré la diversité des mots d'ordre proclamés par les différents partis socialistes et divers syndicats, les prolétaires se sont massés sur un seul front. Ce ne sont pas les appels et les résolutions formulés sur le papier et imaginés par les leaders et les hautes sphères qui les ont unis. Non, ce qui les soudait étroitement pour la lutte révolutionnaire, c'était ce qui était dicté par l'expérience, la conscience de leur position de classe. Ce fait caractéristique fut caché quel que peu par suite de la participation à la lutte des social-démocrates majoritaires avec les mots d'ordres de la bureaucratie syndicale. Les leaders social-patriotes tâchaient de masquer l'importance du front unique qui venait de se former. Pourtant, en dépit de tous leurs efforts, ce fait a fortement réagi sur le sentiment social des masses, qui d'instinct, en ont compris tout le sens.

Au cours de cette crise, l'importance de la ligne du Main comme frontière social-politique, s'est fortement accusée. Ce n'est pas par un pur effet du hasard que le gouvernement d'Ebert s'est enfui à Stuttgart. Le gouvernement a trouvé là une défense à droite contre la contre-révolution, à gauche contre le péril constant de la prise du pouvoir, non pas au moyen des quelques milliers de gardes gouvernementaux, d'esprit militaire, mais grâce à sa milice, formée d'étudiants, de fils à papa, de petits bourgeois, de paysans qui luttaient à leurs risques et périls, défendant la démocratie contre le « bolchevisme ».

Il était clair, comme l'ont toujours soutenu les marxistes, que dans la phase actuelle du développement social, la démocratie politique de l'Allemagne du Sud est le résultat de son état économique arriéré et non pas de son progrès politique. En dépit du sentiment social et du courage suscités par le Parti Communiste du Wurtemberg,

qui avait levé vaillamment l'étendard de la lutte prolétarienne, l'existence de couches profondes de petite bourgeoisie et de paysans, l'influence du faible développement de l'industrie et des antagonismes de classe, l'absence de grandes masses prolétariennes cimentées par la conscience de leur nombre et de leur force, se sont fortement fait sentir au cours de la révolution de l'Allemagne du Sud. Il se peut même que dans l'avenir, le pays situé au sud de la ligne du Main, joue le rôle d'une « Vendée démocratique », — *mutatis mutandis*, dans laquelle naîtra l'idée de « l'Alliance du Rhin », et dès lors toute la force de ce mouvement sera dirigée contre le prolétariat révolutionnaire du Nord industriel.

Il a suffi que le prolétariat géant déclarât la grève, pour que le fantôme du gouvernement insurrectionnel de Kapp-Lüttwitz se dissipât comme une bouffée de fumée. Dans cette affaire, il n'y eut pas que le caractère général de la grève qui y joua un rôle très important, mais aussi la fermeté et l'ampleur sans pareilles du mouvement à Berlin. Bien que Kapp et Lüttwitz eussent été rapidement chassés, les Kapp et les Lüttwitz sont encore nombreux en Allemagne. On n'a pas réussi à détruire complètement la soldatesque, parce que la bourgeoisie, qui veut se maintenir au pouvoir, ne peut renoncer à ses services. On n'a pas été plus heureux en ce qui concerne le désarmement de la contre-révolution bourgeoise, et l'armement des ouvriers sauf dans les localités où les prolétaires eux-mêmes se sont emparés des armes, ont chassé les troupes nationales et désarmé la garde civique, la milice municipale et les détachements de volontaires. C'est ainsi, que se sont passées les choses en Allemagne Centrale, notamment en Thuringe, en certaines localités de la Saxe et dans les provinces rhénanes de Westphalie, où les ouvriers industriels très nombreux représentent une masse compacte, pénétrée, grâce à sa supériorité numérique, de la conscience de sa force, et où le prolétariat des fabriques et des usines riche en espérances, s'est débarrassé de toutes les illusions qu'il se faisait autrefois sur la bourgeoisie démocratique et le gouvernement de coalition. Le coup d'Etat s'est accompli sans encombre, sans effusion de sang et même sans « violences » là même où le prolétariat se trouvait sous les ordres du parti communiste, compact, bien organisé et connaissant parfaitement son but et les voies qui y mènent. En Thuringe, à Leipzig et dans la région de l'Allemagne Centrale où se trouvent les principaux gisements de houille grise, le coup d'Etat s'est terminé, après une lutte acharnée du prolétariat, par l'avènement de la terreur blanche. Ce fait a été le résultat de la trahison, à peine voilée, de la majorité social-démocrate et de la bureaucratie syndicale. Les leaders du Parti socialiste indépendant, qui ont gardé une fidélité fanatique à la vieille tactique erronée du Parti, ne sont pas eux aussi sans avoir leur part de responsabilité. Les Indépendants qui n'ont aucune ligne de conduite claire et précise, hésitaient constamment entre le désir d'abandonner le champ de bataille et les faibles velléités de lutte ; ils entraînaient, chaque fois, des pourparlers aux moments où il eût fallu agir, affaiblissant ainsi la fougue des combattants et paralysant leur énergie.

Néanmoins, la crise se termina par un succès des ouvriers révolutionnaires. Le gouvernement Bauer-Noske a eu le même sort que celui de Kapp-Lüttwitz. Il va de soi que c'est là un succès très modeste, plutôt maigre. En réalité, il ne se

produisit dans le gouvernement qu'un changement de personnages, qui n'étaient que des marionnettes entre les mains de la bourgeoisie au pouvoir ; quant au programme gouvernemental et à tout le système de gestion, foncièrement bourgeois, ils sont restés l'un et l'autre, sans aucune modification. Le chancelier d'empire Müller poursuit toujours l'œuvre de Bauer ; pour maintenir l'inviolabilité et la gloire du régime exploiteur bourgeois, basé sur la propriété capitaliste, Müller continue à tromper, à opprimer et à fusiller les ouvriers. Noske n'existe plus, mais le « système Noske » est toujours en vigueur et la terreur blanche militaire en pleine prospérité. Cet état de choses est dû, avant tout, à l'attitude criminelle de la bureaucratie syndicale, avec le social-traitre Leghien en tête ; ils réussirent à duper les ouvriers et le firent avec tant d'adresse que ceux-ci se déclarèrent satisfaits, lorsque le gouvernement consentit à donner suite, tout au moins verbale, aux neuf revendications présentées par les syndicats. Ceci obtenu, les leghienistes firent sonner la retraite, exigeant la cessation immédiate de la grève qui n'eut ainsi pas le temps d'atteindre son point culminant.

Les leaders de l'aile droite des indépendants sont également responsables du résultat de la grève. Partout et toujours, ils cherchaient à lier toutes les actions politiques du parti avec celle de la bureaucratie syndicale et de la majorité social-démocratique ; en outre, la faute en est encore à la faiblesse de la conscience révolutionnaire et au manque d'énergie des leaders de la gauche des indépendants qui n'ont pu résister aux Hilferding et Crispian. Néanmoins, le changement de gouvernement atteste la croissance incessante de la puissance du prolétariat que l'on est obligé de reconnaître et à laquelle on cède. Il se produit, dans les couches les plus profondes de la société capitaliste, un mouvement assez violent qui modifie la corrélation des forces des classes en lutte pour le pouvoir et qui fit craquer l'enveloppe extérieure : le régime social est encore debout, mais il est sapé de toutes parts.

La consolidation du pouvoir de la démocratie bourgeoise et la constitution d'un gouvernement de coalition ne sont que des succès provisoires, réalisés au prix d'une complète soumission au militarisme. L'action du prolétariat révolutionnaire allia fraternellement la démocratie bourgeoise aux conspirateurs militaires monarchistes ; effrayés par le danger d'une dictature prolétarienne, ils se sont tendu les mains. Le fusionnement de tous les éléments contre-révolutionnaires en un seul bloc hostile à la classe ouvrière, est un fait accompli ; seule, une minorité insignifiante de la démocratie bourgeoise qui mène la lutte contre le danger de la droite et qui insiste sur la nécessité de faire des concessions à la gauche, n'enrêpe pas dans la composition de ce bloc. La *Frankfurter Zeitung* est devenue l'organe de ce groupe. Il faut en dire autant de certains milieux de petits paysans et fonctionnaires qui ont une tendance à faire des coquetteries tout au moins, au « bolchevisme nationaliste ». A l'heure actuelle, le mot d'ordre de la démocratie tout entière n'est plus la lutte contre le militarisme, mais plutôt la lutte de concert avec celui-ci contre le « bolchevisme ». La marche de ces événements, qui eut pour conséquence un dénouement contre-révolutionnaire, conduira, tôt ou tard, à la ruine de toute la démocratie bourgeoise. Elle sape ses fondements, détruit ses dernières illusions, anéantit sa confiance en elle-même et envenime la lutte de classe, la faisant tendre vers son but historique inévitable. Une consolidation de forces, non moins considé-

rable, s'est effectuée de l'autre pôle de la société. Depuis les combats révolutionnaires de 1919, le processus du renforcement de la conscience révolutionnaire et du groupement du prolétariat a progressé énormément. Au fur et à mesure de la croissance de la conscience révolutionnaire, les masses ouvrières manifestent de plus en plus énergiquement leur volonté révolutionnaire, leur combativité et leur empressement à consentir à tous les sacrifices nécessaires. La tactique et la stratégie des masses se sont développées, elles sont devenues plus fermes et leur appréciation de la corrélation des forces en lutte plus juste ; leurs yeux saisissent maintenant avec plus de précision la différence entre l'objectif permanent de la lutte et ses buts provisoires ; les masses ouvrières reconnaissent maintenant plus clairement la nécessité d'être solidaires les unes des autres et d'agir en parfait accord. L'expérience de la période révolutionnaire a fait connaître au prolétariat tout entier bien des choses ; la force des traditions révolutionnaires, créées pendant les combats de l'année passée, se manifeste présentement dans la pratique. L'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière a beaucoup gagné en nombre, en conscience et en force d'influence décisive sur les grandes masses ouvrières. Ce fait s'explique non seulement par la leçon édifiante et pratique des événements, mais, en même temps, par l'activité et la propagande du Parti Communiste non seulement parmi ses membres, mais aussi parmi les masses prolétariennes qui s'étaient tenues à l'écart de la lutte de classe prolétarienne, comme, par exemple, la masse des indépendants et tout particulièrement son aile gauche. Les derniers combats ont raffermi au sein du prolétariat la conscience de sa propre force ; il est sorti de ces luttes avec une compréhension plus nette de la vérité pure et simple qu'il n'y a que l'armement des masses ouvrières qui pourra les rendre fortes et qu'il a besoin de ses propres organes de combat révolutionnaires, les soviets ouvriers, pour réaliser cet armement. Donc, la tâche principale de l'avant-garde révolutionnaire est de conserver les soviets surgis pendant et pour la lutte, leur insuffler la vie et les rendre aptes au combat à force d'actions révolutionnaires et non pas au moyen de formules mortes. En s'acquittant de cette tâche, l'avant-garde révolutionnaire doit diriger le rapide mouvement révolutionnaire du moment historique actuel et en augmenter de plus en plus la vitesse. La lutte actuelle revêtira probablement d'autres forces aux prochaines élections, et dans ce cas celles-ci se présenteront sous l'aspect non pas d'élections parlementaires habituelles, mais d'élections révolutionnaires. Il est même possible que le Reichstag ne soit élu que pour être dissous.

Nous ne pouvons pas encore prévoir, dans quelle mesure la marche des événements changera la situation politique dans les provinces rhénanes de Westphalie, car les nouvelles qui nous viennent de là-bas manquent de précision et de clarté. Il paraît cependant que jusqu'ici la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat y a revêtu un caractère non seulement plus acharné et plus vaste qu'ailleurs, mais qu'elle s'est caractérisée aussi par un renforcement toujours plus grand de son contenu intérieur.

Dans cette lutte, le nouveau gouvernement de coalition, qui est au pouvoir grâce à Leghien et avec la permission des syndicats, manifeste toute sa malhonnêteté et tout son cynisme. Ce gouvernement n'a passé les accords de Bielefeld et de Münster que pour les violer presque aussitôt. Le but de ces accords est de faire traîner la lutte

en longueur, et de gagner du temps jusqu'à la fin des vacances de Pâques, date à laquelle il sera bien difficile de rassembler de nouveau les ouvriers, partis pour passer les fêtes dans leurs foyers, et de leur faire reprendre la lutte. En même temps, le gouvernement de coalition manifeste son empressément aveugle et obstiné à servir le régime capitaliste. C'est lui qui a provoqué l'entrée des troupes françaises à Francfort-sur-le-Mein et à Darmstadt, en envoyant la garde blanche dans la zone neutre pour y réprimer l'insurrection ouvrière.

Quelle sera la fin de la lutte ? Ce n'est pas le degré de sagesse du gouvernement formé de social-patriotes, de représentants du centre et de démocrates, qui en décidera, mais l'intensité de la discorde intérieure qui le ronge. L'issue de la lutte dépend aussi de la violence des repré-

défendre les magnats du capital et le régime bourgeois. Elle dépendra également de la conscience de classe, de la résolution aux sacrifices et de la volonté révolutionnaire que les prolétaires manifesteront, dans toute l'Allemagne, en défendant la cause pour laquelle leurs frères des provinces rhénanes de Westphalie se battent avec tant d'héroïsme et de sublime courage. Ils peuvent vaincre, ils peuvent conquérir une position très puissante dans la lutte pour le pouvoir politique, mais à condition qu'ils le veuillent, à condition qu'ils agissent avec toute l'énergie possible. Mais le sentiment social et la volonté révolutionnaire du prolétariat allemand, sont-ils assez forts pour qu'on puisse tenter, aussitôt après les grands combats de ces jours derniers, une nouvelle lutte, violente et grandiose ? Le prolétariat est le seul qui puisse répondre à cette question.

Clara ZETKIN.

SUR LA " DÉCLARATION DE LOYALISME " DU PARTI COMMUNISTE

Lettre ouverte au Comité exécutif de l'Internationale Communiste

Chers camarades.

Du fait que vous avez été mis au courant des désaccords de tactique survenus au sein du Comité Central du Parti Communiste Allemand, au cours de la « semaine de Kapp » et attendu que de semblables désaccords ont une importance énorme pour le stade donné de la révolution prolétarienne dans chaque pays, je crois de mon devoir de vous communiquer brièvement la substance des discussions qui s'élevèrent à ce sujet.

Il est un fait certain que la faiblesse d'organisation du Parti Communiste à Berlin fut une des causes pour laquelle le Comité Central dans son manifeste du 13 mars, annonça qu'il renonçait à participer à la grève générale déclarée par les syndicats et par le gouvernement de Noske. Mais seuls quelques camarades du Comité Central assistaient à la discussion qui eut lieu lorsqu'il s'est agi de fixer le texte de ce manifeste.

Bien que dans l'Allemagne centrale, à Erfurt, le parti-même fût faible, les camarades précités entraient immédiatement en action avec les mots d'ordre : « Grève générale », « armement du prolétariat », « élection des Soviets Ouvriers ». Déjà le 14 mars, les membres du Comité Central qui, au début étaient pour une politique expectante, comprirent eux-mêmes leur faute, et dans un autre manifeste préconisèrent la participation à la grève générale, son renforcement, de même que la création des Soviets Ouvriers. Il n'est pas possible de nier que le refus erroné de prendre part à la lutte contre Kapp, eut des conséquences défavorables. Cela devint évident, lorsqu'à la fin de la première semaine de la grève, le syndicat unifié (Leghien et ses partisans, et la commission berlinoise des syndicats, dirigée par l'indépendant Rull) conseillèrent d'arrêter la grève.

Cette trahison des leaders des syndicats se produisit juste au moment où les ouvriers du bassin de la Ruhr obtenaient de grands succès militaires, qui correspondaient, il est vrai, à la gêne dans leurs foyers de même qu'« au front » où ils souffraient de la pénurie des vivres. Ainsi il fallait empêcher la jonction des unités de la garde blanche en prolongeant la grève à Berlin et en la reprenant en

province (dans l'Allemagne du Sud, la Saxe et dans les ports de Hambourg, Le Lubeck, de Brême). On pouvait obtenir ce résultat à l'aide de la grève seule, sans avoir recours à un soulèvement armé.

Au Comité Central de grève, dans lequel entraient les représentants du Parti Socialiste Indépendant, du Parti Communiste Allemand et du Parti Communiste Ouvrier, seuls quelques camarades isolés menèrent une vive polémique contre la gauche du Parti Ouvrier Indépendant au sujet de ses objections contre l'entrée de la droite dans son gouvernement « purement socialiste ».

Les camarades affirmèrent que : 1° Il est impossible de continuer la grève ; 2° La grève a déjà amené un changement si profond dans la corrélation des forces entre les masses ouvrières et les patrons, que la formation d'un gouvernement de coalition bourgeois-socialiste n'est plus possible et qu'un gouvernement purement socialiste refléterait d'une façon adéquate la nouvelle corrélation des forces ; 3° La formation d'un gouvernement purement socialiste dépend uniquement de cette question : est-ce que la gauche du Parti Indépendant Socialiste réitérera ses objections contre l'entrée de la droite dans le gouvernement ? C'est pourquoi le Comité Central du Parti Communiste Allemand doit influencer le Parti Socialiste Indépendant en « déclarant son loyalisme ». Ces trois affirmations péchaient par la base, et c'est ce qui découle du développement ultérieur des événements.

1° Il n'est pas douteux qu'il eût été possible de continuer la grève à Berlin jusqu'au mardi de la seconde semaine du mouvement gréviste, lorsque la décision du Comité Central du Parti Socialiste Indépendant vint surprendre les ouvriers en grève. Après cela seulement, le Soviet Ouvrier berlinois (assemblée générale des Soviets révolutionnaires industriels, élus par les groupes industriels, c'est-à-dire par l'assemblée des Soviets de fabriques) décida par l'assemblée des Soviets de fabriques) décida à une majorité insignifiante la cessation de la grève. En province, les rapports des courriers signalaient que dans nombre d'endroits, les ouvriers étaient prêts à recommencer la grève en faveur des ouvriers russes.

Dans la plupart de ces localités, la grève n'avait pas duré plus de 2 à 3 jours et c'est pourquoi au moment en question les forces pour une longue lutte n'étaient pas encore épuisées. A Erfurt, la grève se prolongea deux semaines encore en dépit de la défaite militaire ;

2° Par suite de la cessation de la grève, la corrélation des forces se montra défavorable aux ouvriers. En province, l'armement des ouvriers ne fut que des cas isolés. En Bavière, la réaction de Kapp (le ministère Kopp) remporta une victoire complète. Des forces contre-révolutionnaires se concentraient dans toute l'Allemagne du Sud et dans la Prusse orientale. Les socialistes de droite et les syndicats cherchaient obstinément à maintenir la coalition avec la bourgeoisie, coalition masquée par le remplacement des anciens ministres par les représentants des ouvriers. Ainsi un gouvernement « purement ouvrier » succéda à la coalition bourgeoise socialiste.

Mais, pour la formation d'un gouvernement « purement socialiste » il ne manquait précisément que les « prémisses indispensables », c'est-à-dire l'armement des masses ouvrières et le renoncement à la coalition avec la droite du Parti Socialiste. Justement, l'examen par le Comité Central du Parti Communiste allemand, de la question de la formation du gouvernement détourna les ouvriers de leur tâche principale : la continuation de la lutte. Les ouvriers appartenant au Parti Socialiste Indépendant, déclarèrent au Comité Central de grève (au début de la deuxième semaine du mouvement gréviste) qu'ayant de donner plus d'ampleur à la lutte, ils voulaient attendre le résultat des pourparlers du Comité Central du Parti Socialiste Indépendant avec les syndicats concernant la formation du gouvernement afin de trancher ensuite la question soulevée par la proposition Meyer ;

3° Tout ce qui vient d'être exposé au § 2 est démenti par l'affirmation du Comité Central (§ 3) que l'objection de la gauche fut le principal obstacle à la formation d'un gouvernement « purement socialiste ». Tandis que la droite du Parti Socialiste Indépendant s'efforçait de maintenir l'intégrité de ce Parti au moyen de concessions à la gauche, nos camarades s'employaient à empêcher la scission menaçante du Parti Socialiste Indépendant, en conseillant amicalement à la droite d'accepter le point de vue démocratico-parlementaire de la droite ; les camarades supposaient que la droite en entrant dans le gouvernement allait se compromettre et qu'elle provoquerait ainsi la scission du Parti Socialiste Indépendant, mais ils ne tenaient pas compte que la droite acquerrait de ce chef un prestige moral, tandis que la gauche serait mise dans l'entière dépendance de la droite.

Et effectivement, à partir de ce moment, la gauche devint bien plus faible, elle perdit son ancienne influence et sa volonté ferme pour une activité énergique.

Les objections contre « la déclaration de loyalisme » peuvent se résumer ainsi :

1° Le moment de la « déclaration de loyalisme », ne fut pas exactement fixé ;

2° La « déclaration » loin d'amener à la formation d'un gouvernement purement socialiste et d'accélérer cette formation, la retarda plutôt ;

3° Le Parti Communiste ne se donnait pas pour tâche de détourner les ouvriers des buts réels de la lutte (armement des ouvriers et désarmement de la bourgeoisie) avant la fin de celle-ci et d'affaiblir l'activité des ouvriers en alléguant le prochain déplacement des forces : formation d'un nouveau gouvernement ;

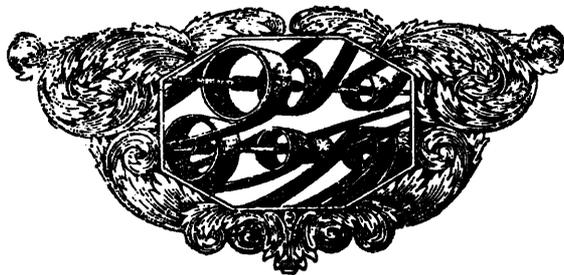
4° Par suite de l'exacerbation de la lutte de classe en Allemagne, il est tout à fait invraisemblable que la formation de quelque chose de moyen (Mittel-ding) entre la dictature du prolétariat et la bourgeoisie sous forme d'un « gouvernement purement socialiste » puisse en général s'effectuer et être viable. Après l'expérience faite avec le Soviet des Délégués du Peuple pris au sein du Parti Socialiste Allemand et du Parti Socialiste Indépendant, aux mois de novembre et de décembre 1918, il fallait s'attendre à ce que la bourgeoisie répondit à la formation d'un gouvernement pareil par la lutte de classe sur tous les fronts. Les masses révolutionnaires ouvrières, y compris la plus grande partie du Parti Socialiste Indépendant, sont plus qu'incrédules quant à la coalition avec le Parti Socialiste Allemand. Il devient ainsi évident, que le moment de répit pour l'action pacifique du Parti Communiste Allemand, répit dont il est question dans la « déclaration de loyalisme », ne se produira pas ;

5° Le Parti Communiste Allemand considère qu'il n'entre nullement dans ses devoirs d'inciter les autres partis ouvriers à remplir leurs tâches historiques temporaires telles que la lutte contre les illusions parlementaires, bourgeoises et démocratiques. La tâche du Parti Communiste Allemand doit être d'indiquer la route qui mène au-delà des limites du stade révolutionnaire contemporain. Les appels peuvent naturellement avoir un caractère provisoire, mais ils ne doivent nullement entrer en contradiction avec les principes du communisme, comme par exemple, le principe du gouvernement « purement socialiste » opposé à la dictature des Soviets. Mais en revanche les mots d'ordre suivants sont tout à fait de mise : « La liberté de la presse révolutionnaire », « armement des masses ouvrières », « démobilisation de toutes les troupes bourgeoises », « paix avec la Russie des Soviets », etc.

Le Comité Central et le Congrès du Parti ont condamné presque unanimement « la déclaration de loyalisme », et dans le centre du Parti, dans une séance plus nombreuse, la majorité ne se prononça pas en faveur de cette déclaration. Malgré tout la question n'a rien perdu de son importance.

Salut Révolutionnaire.

ERNST MEYER.



Le Parti Communiste Allemand pendant l'aventure de Kapp

ESSAI CRITIQUE

I. — Inaction

Le Parti Communiste allemand n'est pas seulement un parti de critique, — celui d'une critique qui a pour objet de montrer la désagrégation de la société bourgeoise, la servilité des social-patriotes qui la soutiennent, l'action de la social-démocratie allemande indépendante qui trompe et démoralise des ouvriers et enfin celle du Parti Ouvrier Communiste allemand (K.A.P.D.) qui tente de tourner les difficultés à force d'éloquence. Ce n'est pas assez : le Parti Communiste allemand doit également être un parti sachant se critiquer lui-même, — d'autant plus sévèrement que, malgré toutes les fautes qu'il a commises, il reste seul le centre du mouvement ouvrier en Allemagne.

Et précisément parce qu'il n'y a pas d'autre axe de cristallisation au mouvement ouvrier en Allemagne que le noyau formé par le Parti Communiste ; parce que dans le mouvement ouvrier allemand, à part le K.P.D. il n'y a pas de centre spirituel, qui puisse étudier objectivement les besoins du mouvement et tirer de cette étude des déductions pratiques, — précisément pour toutes ces raisons le Parti doit analyser impitoyablement ses propres erreurs et en découvrir la source. La discussion commencée dans le Parti après l'aventure de Kapp, ne peut être considérée comme close, depuis que le Congrès du Parti a dit son mot sur « l'opposition loyale » du Comité Central.

Il est indispensable de continuer cette discussion pour découvrir la *source des erreurs* commises et tâcher de les éviter à l'avenir. Quant à moi, bien que je reconnaisse qu'une certaine responsabilité m'incombe dans la ligne politique du K.P.D., — je n'ai pourtant pas donné jusqu'à présent, d'avis sur les questions sujettes à controverse, n'étant pas assez renseigné pour émettre un avis. Mais à présent, je ne crois plus possible de m'abstenir, ayant à ma disposition toute la presse bourgeoise, social-patriotique, indépendante et communiste du moment, plus les avis des camarades Zetkin, Lévy, Braun et Meyer. Je commence par dire que la conduite du Comité Central pendant les jours de l'aventure de Kapp fut marquée par une erreur impardonnable.

L'aventure de Kapp fut une tentative en vue de rétablir le règne des junkers et du militarisme. La coalition des social-démocrates avec la bourgeoisie donnait aux officiers d'humeur belliqueuse, trop de pouvoir, — ce qui a rendu le coup de main possible. Mais la tentative même a démontré que les junkers ne sont guère satisfaits de l'état de choses actuel, du règne des Erzberger et des Noske. Tenter de rétablir la réaction des junkers, signifiait tenter de liquider tout ce qui fut fait par l'Allemagne depuis le mois de novembre 1918, époque où la direction de l'Etat passa dans les mains du capitalisme industriel et com-

mercial. Comme le gouvernement des capitalistes est impossible chez nous sans l'appui des social-démocrates, l'existence de ce gouvernement veut dire l'usure de la social-démocratie, dernier rempart du capitalisme, dont la décomposition entraînera la chute du pouvoir du capital. Le retour de la politique allemande au règne des junkers et du militarisme permettrait à la social-démocratie, après toute sa trahison, de s'affubler du masque de l'opposition : elle lui donnerait la possibilité de tromper de nouveau les masses. Cette dernière appréciation de la situation démontre que le Parti Communiste avait le devoir d'appeler le prolétariat à la lutte contre Kapp et Lüttwitz. Ce devoir était d'autant plus clair que la lutte avec Kapp-Lüttwitz menée énergiquement et sans pitié, pouvait avoir un autre résultat que le rétablissement du pouvoir d'Ebert et de Noske.

Elle devait entraîner un changement de forces, un coup de barre à gauche pour tous les spectateurs passifs des événements du 13 mars. Toute la difficulté de la tactique communiste en 1919 consistait justement en ce que, grâce au pouvoir de MM. Noske et Lüttwitz, les ouvriers ne voyaient pas que chaque manifestation du Parti Communiste ne mobiliserait qu'une partie de la masse ouvrière... Au moment, où les syndicats et la social-démocratie étaient forcés, pour leur propre salut, d'appeler les ouvriers à une grève générale, — à ce moment, sans doute, le Parti Communiste devait se confier aux vagues de la lutte, pour l'approfondir, la mener plus loin, que ne voulaient les Ebert et les Scheidemann. Il est vrai qu'il y avait chez nous diverses opinions. Wolfheim et Laufenberg, en décembre 1919, quand on sentait de plus en plus l'imminence du coup d'Etat militaire écrivaient dans le *Journal Communiste Ouvrier*, qu'ils ne feraient que sourire « en voyant Ludendorff casser la figure à Scheidemann et vice versa ».

Dès lors, dans un article qui fut reproduit par toute la presse communiste, je déclarais que, seuls les simples d'esprit, pouvaient tenir ce langage ; que nous ne lutterions certes pas pour MM. Noske et Ebert, mais que nous combattrions pourtant les Ludendorff de toutes nos forces.

Les camarades qui sont à la tête du K. P. D. partageaient mon opinion. *Comment se peut-il que le Comité Central, bien qu'affaibli par les arrestations et l'absence des militants les plus actifs, ait encore trouvé indispensable de déclarer que l'heure de la lutte n'avait pas encore sonné ?*

Dans la brochure (1) du camarade Braun nous lisons que cette attitude était due à la faiblesse de l'organisation berlinoise, incapable alors d'entrer dans la lutte.

Mais les ouvriers berlinois sont autrement nom-

(1) M. Braun. Les leçons de l'aventure de Kapp. Leipzig, édition Frank.

breux que l'organisation berlinoise du K. P. D. et il est certain que tout membre du Comité Central doit bien comprendre qu'il ne s'agissait pas d'enflammer l'organisation berlinoise du Parti Communiste mais d'indiquer le but du mouvement au prolétariat berlinois, de lui donner le mot d'ordre qui le ferait passer les limites tracées par MM. Legien et consorts.

On voit par l'appel du Comité Central les causes, non-seulement de l'inactivité du Comité, mais aussi de son attitude contre toute manifestation... Dans la lutte contre le « putschisme » (2) nous n'avons pas cessé pendant 6 mois d'indiquer, que dans l'état de choses actuel en Allemagne, le terrain n'est pas encore assez préparé pour la conquête du pouvoir par le prolétariat. Bien que le capitalisme ayant rempli sa mission économique soit en voie de désagrégation, la majorité de la classe ouvrière n'éprouve encore le désir de la révolution que trop faiblement pour pouvoir conquérir et retenir le pouvoir dans la lutte contre le capitalisme admirablement organisé.

Notre opinion est tout à fait fondée et les camarades s'en souvinrent quand ils publièrent leur appel.

Leur désapprobation du coup d'Etat, servit de terrain de développement à une sorte de quietisme; de l'impossibilité de conquérir le pouvoir politique en Allemagne, — impossibilité déjà établie empiriquement en 1919, — en mars 1920 ils ont conclu à l'impossibilité d'une manifestation révolutionnaire en général, conclusion qui était déjà inexacte pour l'année dernière, et, au moment de l'aventure de Kapp, était non-seulement inexacte, mais objectivement préjudiciable au mouvement révolutionnaire.

Si, en 1919 nous n'étions pas de force à établir la dictature du prolétariat, nous étions pourtant de force à organiser une manifestation active contre la dictature du capital.

Et au moment, où nous étions menacés d'un affermissement ouvert du régime des junkers (ce qui forçait même les ouvriers social-démocrates à prendre part à la lutte), la position du Comité Central fut une manifestation de *crétinisme* complet.

Si Braun déclare dans sa brochure que le 13 mars, l'appel à la lutte était psychologiquement impossible, car les ouvriers se réjouissaient du renversement de Noske, — il se montre mauvais observateur ; comment expliquer autrement la grève générale qui, 24 heures plus tard, éclatait à Berlin. On ne peut accuser les masses d'inactivité; seuls sont fautifs les membres du Comité Central, qui étaient alors à Berlin, et se placèrent à un point de vue tout à fait faux.

Avant mon départ de Berlin, je voyais clairement, que l'antiputschisme menaçait de faire reculer les communistes jusque dans les marécages d'une tactique d'expectative et j'ai manifesté cette appréhension dans ma lettre au Congrès du Parti autrichien, en faisant remarquer que la *Rote Fahne* de Vienne adoptait une position de critique et d'observation dans la lutte sociale prolétarienne. Je n'ai jamais cru que les chefs du prolétariat allemand, élevés dans les combats, pussent atteindre dans leur opposition au « Putsch » à des absurdités telles que l'appel du Comité Central du 13 mars.

Après l'expérience des événements de mars, le devoir des camarades luttant contre le « Putschis-

me », consistait non pas à empêcher la manifestation du prolétariat, mais à lui aplanir le chemin, en écartant tous les détracteurs, tous les phrasiers révolutionnaires du « Putschisme » qui empêchent le prolétariat de saisir le moment favorable pour la Révolution ; le devoir de ces camarades était de crier au Parti Communiste, que bien que nous soyons en minorité, nous sommes le Parti de l'action, et non le Parti de la propagande, que la passivité est un crime à un moment où les événements appellent à la lutte non-seulement l'avant-garde du prolétariat, mais le prolétariat tout entier.

Il est temps que les communistes allemands comprennent que nous n'en sommes plus au 6^e ou au 9^e mois de la révolution allemande ; voici dix-huit mois que l'Allemagne est en révolution. Pendant ces mois le processus de désagrégation du capitalisme a progressé à pas de géant ; pendant cette année et demie, les dissensions de l'Entente n'ont pas cessé d'augmenter en gravité et le peuple comprend après l'aventure de Kapp, que la soi-disant démocratie le mène à la domination des généraux. D'après la manière dont la presse contre-révolutionnaire allemande décrit la chute imminente de la garde-bleue polonaise, on voit que si l'armée rouge russe vient à bout de la Pologne contre-révolutionnaire, la contre-révolution allemande se tournera contre le prolétariat allemand, pour mettre un frein à la révolution mondiale qui commence en Occident. La conférence de San-Remo et de Hythe et la conférence qui doit avoir lieu à Spa prouvent que l'Entente est entrée dans la voie des compromis avec la contre-révolution allemande. La raison qui a fait naître cette nouvelle tendance, il ne la faut pas seulement chercher dans la conscience grandissante et l'inéluctabilité du naufrage du capitalisme allemand, auquel sont étroitement rattachés les intérêts les plus grands de l'Entente elle-même, mais également dans la conscience, que la chute de la contre-révolution polonaise priverait l'Entente de la possibilité de se soumettre définitivement l'Allemagne et forcerait l'Entente à prendre la défense de la contre-révolution allemande et du capital allemand, qui leur servirait désormais de tampon contre la révolution mondiale. Dans ces conditions, le renforcement de l'activité politique du communisme allemand devient la question vitale de l'Internationale.

Le Parti ne peut d'année en année ruminer les « vérités » anti-putschistes qui deviennent des erreurs par suite de l'irrésistible croissance de la révolution dans l'avant-garde du prolétariat allemand.

Il est impossible de donner de Moscou des directives concrètes au parti communiste allemand, et nous considérons toujours que sa tâche consiste à se créer lui-même sa ligne de conduite. Mais de même que le comité exécutif de Moscou comprit bien l'année passée que, dans le mouvement politique allemand, ceux qui luttèrent avec les « putschistes », avaient raison, il lui devient aujourd'hui évident, que la propagande doctrinaire anti-putschiste n'est plus qu'un frein au mouvement, l'heure venant pour le parti de faire de grandes choses.

Les erreurs du 13 mars ne doivent pas être amoindries, elles doivent être appréciées historiquement comme le retour aux tendances de 1919.

L'activité montrée dans tout le pays, par le Parti Communiste allemand, malgré l'absence de soutien de la part du Comité Central, dans les événements du 13 mars, est une preuve de sa maturité. Une autre preuve de sa maturité c'est que le Parti, réuni en Congrès, a ouvertement condamné les erreurs du Comité Central.

(2) Putschisme : doctrine préconisant l'événement non organisé.

II. — L'Opposition loyale

Après que le poing de fer de la grève des masses ouvrières de Berlin eut fait rentrer sous terre les bandes de Kapp, les travailleurs se trouvèrent devant cette situation : *Kapp avait disparu, mais les soldats de Kapp étaient restés.* A Berlin et dans les environs ils étaient 10.000 hommes de troupes. Et il y avait mieux : ce qu'on appelait les troupes gouvernementales en province n'étaient rien autre que la même garde blanche. Cette situation créait tout le problème à résoudre efficacement : combattre les blancs, les combattre pour les désarmer et pour armer le prolétariat. Le reste n'était que sornettes présentant quelque intérêt dans certaines coulisses, mais qui ne pouvaient modifier la corrélation des forces. Pour la classe ouvrière allemande toute la question était de savoir si elle pourrait concentrer suffisamment la lutte dans tous les centres pour que le gouvernement désarçonné de Noske et d'Ebert ne pût, de ces centres mêmes, faire son œuvre de réaction et pour que les éléments militaires de la contre-révolution privés de leurs chefs par la disparition du groupe de Kapp ne pussent pas servir d'appareils de répression.

Et c'est dans cette situation que les social-démocrates dirigés par le saltimbanque le plus impudent Legien, jettent l'appât aux Indépendants. Ils traitent avec eux de la rupture de la coalition avec la bourgeoisie, ni plus ni moins, et de l'établissement d'un *gouvernement socialiste* auquel devaient participer les paladins indépendants et... dépendants. Que ce n'était là qu'une manœuvre de filous, que Legien ne fut qu'un droïter — et d'ailleurs vendu — de la social-démocratie allemande, la chose ne pouvait être perdue de vue à Berlin à l'heure de la lutte. On ne pouvait non plus perdre de vue, dans la mesure où les acteurs de la révolution se rendaient compte de la corrélation réelle des forces, le fait que le gouvernement d'Ebert ne pouvait en aucun cas rompre avec la coalition et chercher un point d'appui à gauche. Il ne constituait un facteur réel que dans la mesure où il disposait de certaines troupes de la Reichswehr qui n'avaient pourtant pas été envoyées contre Kapp ; d'une part le gouvernement s'en défiait et de l'autre il voulait les réserver pour tenir tête, le cas échéant, aux masses ouvrières. Le gouvernement n'aurait pu s'appuyer quelque peu sur la Reichswehr que parce qu'il n'avait pas rompu avec les partis bourgeois et s'était sauvé à Stuttgart au moment où était rentré à Berlin l'ancien gouvernement national. Mais il lui eût suffi de rompre avec la bourgeoisie pour que ses troupes restées fidèles se fussent à l'instant jointes à celles de Kapp. Le gouvernement se fût ainsi trouvé absolument sans appui militaire et n'aurait pu trouver que dans les masses ouvrières des forces suffisantes pour maîtriser la Reichswehr. Et il fallait des fourbes conscients de l'espèce de Crispin et Hilferding pour songer à ce moment à l'établissement d'un gouvernement nouveau au lieu de penser à la continuation de la lutte et au désarmement à tout prix de la Reichswehr. Malheureusement une fraction du Comité Central du Parti Communiste allemand prit part à ce petit jeu, témoignant ainsi de son incapacité à concevoir les rapports véritables des forces. Et comme au 15 mars, lorsque cette fraction du Comité Central avait déclaré que l'heure des actions décisives n'était pas encore venue, elle ne fut pas cette fois encore une force motrice. La tâche du parti communiste à ce moment était uniquement d'adresser au prolétariat un puissant appel, de lui annoncer qu'il était temps de ramasser toutes ses forces pour une lutte armée

contre la Reichswehr ; car une semblable conjoncture, pendant laquelle ses troupes se trouvent dispersées dans le pays en fermentation peut ne pas se reproduire de longtemps ; de longtemps une semblable confusion, une semblable discorde au camp de la réaction peut ne pas se reproduire. Les considérations sur l'insuffisance de maturité des masses doivent en ce moment passer au second plan et céder le pas à la résolution de combattre qui prouvera, elle seule, la maturité politique du prolétariat... L'époque révolutionnaire se distingue précisément du temps de paix en ce que l'expérience des masses s'y cristallise quelquefois à des moments spasmodiques de la crise : ce qui paraissait impossible hier devient aujourd'hui réalisable. Celui qui dans une semblable situation se borne à enregistrer le mouvement de l'histoire et n'est pas lui-même une force motrice est un historien et non un politique. Il peut en qualité d'historien avoir raison par la suite et passer brillamment son examen d'histoire, mais il fera en attendant la culbute et c'est toujours là l'examen des faits. La fraction du Comité Central du Parti Communiste allemand qui dirigeait à ce moment le parti politique a échoué à ses examens d'histoire ; et comme l'incapacité d'action et la débilité de volonté mènent toujours aux illusions, de ce maréage d'incapacité d'action a surgi la déclaration du 21 mars, celle de l'opposition loyale.

Après que la social-démocratie eut proposé aux Indépendants d'entrer en négociations au sujet de la création d'un gouvernement socialiste, les droïters du parti des Indépendants firent pression sur la gauche refusant naturellement de participer sans eux au gouvernement. Les Indépendants de gauche auxquels pendant toute une année nous n'avons pas cessé de répéter qu'un gouvernement de coalition avec Scheideman ne pourrait être qu'un gouvernement de trahison, qu'il n'y a pas de gouvernement ouvrier autre que celui des soviets, les Indépendants de gauche s'opposèrent à la constitution d'un gouvernement qui eût été formé de social-démocrates et de membres de leur parti. Le camarade Braun l'écrivit dans sa brochure. Qu'est-ce à dire ? Les Indépendants de gauche ont avec eux des millions d'ouvriers. Si, sous l'influence de ces masses ouvrières, ils se prononçaient contre l'illusion d'un gouvernement ouvrier sans désarmement de la garde blanche, sans formation de soviets, ce seul fait donnait la possibilité de les pousser plus en avant au combat pour le désarmement. Il y avait une possibilité de les prendre au mot, de les contraindre à l'action et de les démasquer s'ils n'avaient pas tenu leurs promesses. Que fit donc la fraction du Comité Central qui avait à ce moment la responsabilité des actes du parti ? Le compte rendu du camarade Braun est à cet égard une perle digne de passer à la postérité. Il écrit : « Les communistes n'ont certes pas le droit de prendre le pouvoir tant qu'ils ne l'ont pas conquis et tant qu'ils ne peuvent s'appuyer sur les couches les plus profondes de la classe ouvrière. Il fallait d'autre part rendre impossible le retour du gouvernement de coalition. Pour tout parti indépendant qui n'est pas communiste, qui ne reconnaît pas dans la pratique la dictature du prolétariat et reflète ainsi de façon saisissante la maturité insuffisante du prolétariat pour la prise du pouvoir, un devoir historique s'impose. Celui de tirer les conclusions nécessaires et de se montrer tel qu'il est ». On peut en variant quelque peu ces paroles dire du camarade Braun et de ceux dont il exprime l'opinion qu'ils ont véritablement le courage de se montrer tels qu'ils sont : des ratiocineurs et non des militants.

Il suffit d'y penser. Voici 18 mois que nous soutenons une lutte acharnée contre les Indépendants,

grâce à l'action des faits mêmes et à nos efforts, les neuf dixièmes des adhérents du Parti Indépendant sont devenus des combattants et participent au combat de la révolution à côté des communistes.

Certains leaders des Indépendants font preuve de tendances communistes tellement prononcées que le Comité Central du Parti Communiste allemand est entré avec eux en pourparlers de principe concernant leur adhésion à la 3^e Internationale. Dans les conditions les plus favorables de la révolution allemande, les Indépendants de la gauche ont démontré qu'ils étaient effectivement enclins à reconnaître la dictature du prolétariat, mais une partie du Comité Central leur adressa l'appel suivant : « Vous n'êtes communistes qu'en apparence; en réalité, vous devez représenter l'insuffisance de la préparation des masses, et nullement, leur maturité croissante... Dieu vous garde de rompre avec votre aile droite. Dieu vous préserve de renoncer à prendre part au gouvernement des Scheidemann... Votre devoir historique est de leurrer encore une fois le prolétariat... » Au lieu d'être une force motrice, incitant les Indépendants à défendre leurs opinions, cette partie du Comité Central les pousse à la suite des Scheidemanniens, à la trahison de la classe ouvrière.

Malgré l'opposition de l'autre groupe, cette partie du Comité Central répondit à la question des Indépendants de la gauche sur l'attitude des communistes envers le pouvoir ouvrier par la déclaration du 21 mars, déclaration qui, sous forme marxiste, et se donnant l'apparence d'exprimer ce qui est, exprimait non la situation générale véritable du moment, mais l'opinion que s'en faisait alors cette partie du Comité Central, c'est-à-dire un simple cercle de raisonneurs politiques... Le paragraphe 4 de cette déclaration fut vivement critiqué. Il reconnaissait évidemment la possibilité d'un ordre de choses où la domination de la démocratie bourgeoise serait possible sous une forme autre que celle de la dictature du capital. Or, cela ne peut être qu'un *lapsus calami*... Mais là ne réside pas le centre de gravité, le péché de la déclaration. Le vice de la déclaration consiste, premièrement, en ce que le Comité Central induisait les masses en erreur, en prétendant qu'elles pouvaient organiser un nouveau pouvoir révolutionnaire sans avoir préalablement désarmé les blancs dans une tenace lutte individuelle et de classe. Il consiste en ceci, que le Parti Communiste, poursuivant le fantôme du pouvoir révolutionnaire, renonce à ses positions révolutionnaires; en déclarant qu'il va poursuivre une politique d'opposition loyale envers le pouvoir, et fait remarquer qu'il entend par les mots « opposition loyale » son renoncement aux préparatifs d'une révolution par la violence, tout en restant fidèle à son devoir d'agitation politique, à la condition toutefois, que le pouvoir socialiste combattrait la contre-révolution et n'opposerait point d'obstacles aux ouvriers dans leur lutte. Ainsi Don-Quichotte, embrassant une souillon dans une étable, lui prêtait serment de fidélité, s'imaginant qu'elle était fille de roi, qu'elle resplendissait de beauté et possédait toutes les qualités morales et physiques. — De même, toutes ces suppositions ne correspondant en rien à la réalité, ne furent qu'une manifestation de Don-Quichottisme, c'est-à-dire d'une conception irrationnelle de la vie. Quand les défenseurs de cette déclaration nous disent maintenant qu'ils se réservaient la possibilité de commencer une lutte impitoyable contre le gouvernement ouvrier, s'il ne remplissait pas son devoir, il ne reste plus qu'à leur répondre, qu'il n'entre nullement dans la tâche du parti communiste de paraître plus sot qu'il ne l'est en réalité.

Le parti communiste aurait dû savoir que dans les circonstances données, le gouvernement dit ouvrier aurait trahi le prolétariat. Quand les social-démocrates commencèrent, de concert avec les Indépendants, leurs bavardages sur la formation d'un gouvernement ouvrier, le premier devoir des communistes était de mettre les prolétaires en garde contre ce jeu. Leur second devoir était de chercher à continuer la lutte. Ce n'est que dans le cas où l'on n'y aurait pas réussi, et où la formation d'un gouvernement ouvrier représenterait un couteau sans lame, s'il ne devient pas un poignard tourné contre la classe ouvrière. Ne lui portant pas confiance, nous nous tiendrons néanmoins en armes; si les social-démocrates annulent l'ordre de dissolution déjà mis en vigueur, s'ils reconnaissent les soviets ouvriers comme étant des organes constitutifs du gouvernement; s'ils le font, nous lutterons contre eux au sein des soviets ouvriers et nous ne leur casserons le cou que lorsque nous aurons, dans les soviets ouvriers élus démocratiquement, une majorité acceptant la plateforme de la politique communiste et de la dictature du prolétariat. Ce don, ce cadeau d'un gouvernement ouvrier ne pourrait être accepté par le Parti Communiste que lance en main, « pointe contre pointe », comme il est dit dans le chant de Hildebrandt, et pas autrement.

En défense de la politique opposée, parfaitement illusoire, Braun signale la politique des *bolcheviks russes* exposée par Lénine à la fin de septembre 1917, après l'insurrection de Korniloff, dans son article sur les compromis. Braun a parfaitement raison en disant que les contingents de la classe ouvrière doivent étudier le plus minutieusement possible les expériences de l'autre classe dans la lutte révolutionnaire et doivent s'en servir. Mais étudier les expériences veut dire connaître à fond les conditions de lutte de chaque armée ouvrière. On ne peut pas étudier l'histoire des guerres sans avoir de bonnes cartes topographiques, sans se rendre clairement compte de la disposition des troupes ennemies et la corrélation de leurs forces. Il n'y a point d'autre stratégie que l'étude détaillée des campagnes et des batailles isolées. Quelle que fût la situation du gouvernement menchéviste-social-révolutionnaire de Kérénsky pendant la révolte de Korniloff, la majeure partie de l'armée était opposée à la contre-révolution. L'insurrection de Korniloff essuya une défaite, non pas tant à cause de la pression de la classe ouvrière, qu'à cause du refus de l'armée à la suivre. Si les *menchéviks* et les *socialistes-révolutionnaires* avaient consenti à rompre avec la bourgeoisie, ils auraient pu s'appuyer non seulement sur la classe ouvrière armée, mais encore sur la majeure partie de l'armée révolutionnaire. C'est là que réside la première différence, car tandis que les Scheidemanniens se trouvaient à la merci de la Reichswehr, les *menchéviks* et les *socialistes-révolutionnaires* pouvaient s'appuyer, pour faire front à la coalition bourgeoise, sur des forces armées considérables et pouvaient, par conséquent, en théorie, modifier effectivement leur politique. Deuxièmement : aux jours de Korniloff la classe ouvrière s'arma; un sang nouveau afflua dans les veines des soviets ouvriers, ils devinrent le facteur décisif du pouvoir; en proposant aux *menchéviks* et aux *socialistes-révolutionnaires* de rompre avec la bourgeoisie, les *bolchéviks* leur proposaient par là-même de se transformer en un gouvernement soviétiste. Braun lui-même cite les paroles suivantes empruntées à la brochure de Trotsky : « De la révolution d'octobre à la paix de Brest-Litowsk » : Toutes les expériences de coalition précédentes ont démontré la possibilité d'une seule issue : la rupture avec les

cadets et la création d'un gouvernement soviétiste. La corrélation des forces au sein des soviets était à cette époque telle, que le gouvernement soviétiste se serait trouvé entre les mains des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. En lançant leur mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets », les bolcheviks offraient donc aux menchéviks : 1° de rompre avec la bourgeoisie et 2° d'établir un gouvernement soviétiste... Ils poursuivaient, par conséquent, une politique qui non seulement n'était pas en contradiction avec leur programme, mais qui s'y conformait entièrement, politique de création d'un gouvernement soviétiste sur base de la corrélation de forces au sein des soviets. L'article célèbre de Lénine sur les compromis a précisé le trait à cette question. Or, les auteurs de la déclaration sur l'opposition loyale ne voulaient pas de gouvernement soviétiste, au contraire ils n'aspiraient qu'à la répétition du Gouvernement Ouvrier, du modèle Scheidemann-Haase, et cela justement à l'époque où ce gouvernement des ouvriers se trouvait indubitablement sans appui : L'allusion à la politique réaliste des bolchéviks dans le but de défendre cette politique illusoire, ne fait que dévoiler le fait, qu'une partie des camarades du Comité Central furent des imitateurs et non des lutteurs politiques. Certes, Braun a parfaitement raison quand il traite de non-marxiste toute critique de principe qui n'admet pas de période de transition. Si les Indépendants et les Scheidemanniens avaient formé un gouvernement qui aurait entrepris de combattre la contre-révolution, nous aurions été obligés de prêter appui à ce gouvernement afin de le pousser en avant. Qui décline cela, propose des principes irréels ; or, la souplesse de la tactique ne consiste pas à faire la chasse aux ombres, mais uniquement à mettre à profit pour la révolution les faits réels.

Quelle est donc la source des erreurs de la partie du Comité Central qui a fait la chasse au fantôme du gouvernement ouvrier et rappelé aux Indépendants leurs devoirs contre-révolutionnaires, au lieu de leur rappeler leurs devoirs révolutionnaires ? La déclaration du 21 mars naquit de la déclaration du 13 mars. L'expérience de la stratégie a établi que les erreurs commises au début de la campagne sont difficiles à réparer durant son cours. Ce fait empirique a une signification d'autant plus grande pour la stratégie de la lutte de classe que de telles erreurs ne résultent pas d'erreurs de calculs ordinaires, mais ont généralement leur source dans la direction d'ensemble. Ce que nous avons dit au début, dans la première partie de notre article, à savoir, qu'une partie du Comité Central appréciait en mars 1920 la tactique du communisme du point de vue de mars 1919, qu'elle craignait les aventures révolutionnaires, alors qu'elle se trouvait au centre de l'action révolutionnaire de masse — voilà la source de cette erreur. Certes, la révolution n'avance pas plus rapidement qu'elle ne peut, mais celui qui à tout moment de l'action au lieu de chercher à hâter le cours de l'histoire s'efforce de le ralentir, celui-là cesse d'être un facteur de transformation sociale, pour devenir une force d'inertie. Au commencement de mars 1920 une partie du Comité Central était convaincue de l'inaptitude de la classe ouvrière au combat.

La classe ouvrière et le Parti Communiste leur donnèrent un démenti sur toute la superficie de l'Etat. Poussé par ses éléments plus perspicaces, le Comité Central entama la lutte. Il ne prêchait déjà plus la cessation de la grève générale ; mais le chant de l'inaptitude de la classe ouvrière au combat demeurait toujours dans son âme, et quand les Indépendants commencèrent leurs coquetteries avec

les social-démocrates, il poussa un soupir de soulagement. S'il est permis de nous exprimer ainsi, nous dirons : Le Comité Central atteignit donc l'oasis, où ceux qui n'avaient pas foi en la combativité des masses pouvaient se reposer sur le terrain d'une opposition loyale à l'ombre d'un fantôme de gouvernement ouvrier. Le crétinisme parlementaire céda la place au crétinisme gouvernemental. Le Comité Central ne se demanda pas s'il était possible de continuer la lutte, n'examina même pas la possibilité existante, en général, d'un soi-disant gouvernement ouvrier, sans un combat préalable contre la garde blanche. Le gouvernement ouvrier était pour lui, comme pour Kapp, identique à l'entrée triomphale de Legien et de Crispian dans la Wilhelmstrasse. Alors les ouvriers devaient être armés. Dans sa déclaration du 21 mars 1920, le Comité Central répète en trois paragraphes, que la classe ouvrière n'a pas de forces armées suffisantes à sa disposition. Qu'est-ce à dire ? Que les armes et les arsenaux se trouvaient entre les mains des contre-révolutionnaires, de la garde blanche. Comment pourrait-on modifier ce fait dans la réalité révolutionnaire ? Uniquement par la lutte des masses ouvrières désarmées ou insuffisamment armées ; ce n'est qu'au moyen d'une offensive énergique et profonde dans tout le pays qu'elles auraient pu vaincre et disperser la garde blanche. C'était là une possibilité réelle. Au lieu de cela, le Comité Central fondait ses espérances sur un gouvernement qui désarmerait par ordre ou décret la garde blanche de la Wilhelmstrasse. La Wilhelmstrasse, terre promise : tel est le mot d'ordre qui renferme toute la sagesse de cette partie du Comité Central. Mais cette terre promise s'effondra dès que Legien eut réussi, au moyen de négociations avec les indépendants, à duper et calmer les masses ouvrières ; les social-démocrates revinrent alors à leur premier amour, la coalition avec la bourgeoisie et en récoltèrent des fruits dans leur défaite aux élections.

III. — Contre le danger du possibilisme communiste

Au Congrès des ouvriers communistes ces derniers se dressèrent énergiquement contre les erreurs et les aberrations de leurs chefs. L'épisode de « l'opposition loyale » fut liquidé, mais c'eût été la plus grande erreur que de l'oublier ou de le considérer, par esprit de conciliation, comme une simple méprise. Que cette erreur fut possible de la part d'un parti fondé par Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, voilà qui prouve seulement que le Parti Communiste Allemand a une psychologie quelque peu dangereuse. Cela prouve aussi que la lutte contre les aventures révolutionnaires a laissé dans le parti un courant « possibiliste » qui, s'il n'est pas définitivement liquidé intellectuellement, ne ferait que renforcer la tendance semi-anarchique qui se manifeste dans le Parti Communiste ouvrier. Le danger du « possibilisme » doit être liquidé par ce moyen unique : le Parti doit comprendre que les contrastes de classe s'accroissent de plus en plus, que les résultats des élections créent en Allemagne une confusion politique, que la situation politique mondiale devient de plus en plus compliquée, que la lutte de la Russie soviétiste contre la Pologne ouvre des perspectives nouvelles, et que, par conséquent, le devoir du Parti est de penser de plus en plus obstinément à ses fonctions actives et non pas à ses fonctions enrayantes. Nous ne voulons pas dire par là qu'il n'y a plus d'étapes possibles sur la route qui mène à la République soviétiste en Allemagne, bien que nous disions tout aussi fran-

chement, que cette possibilité est, à notre avis, fort médiocre. Nous le pensons, parce que la social-démocratie allemande n'a pas en définitive de gauche qui consentirait à prendre sur elle la lutte contre la bourgeoisie, ne fût-ce que sous forme démocratique. En outre, si les ouvriers entreprennent une lutte armée contre la garde blanche, ils perdront vite leurs illusions démocratiques. Toutefois, comme il a été dit, la politique cache des possibilités dont, bien qu'elles ne fussent que peu probables, il faut absolument tenir compte. Si nous réussissions à la prochaine collision révolutionnaire, à inciter les ouvriers à combattre pour la République soviétiste, et si l'histoire nous imposait un État transitoire sous forme d'un gouvernement social-démocratique indépendant — sans aucun doute, nous ne nous jetterions pas dans la lutte avec des forces insuffisantes, nous ne refuserions pas à user de la liberté d'action considérablement élargie qu'un semblable gouvernement serait bien obligé de nous accorder. Mais nous devons nous opposer à ce gouvernement, à cette possibilité, en ne reconnaissant qu'un loyalisme : le loyalisme envers le programme et la tactique du communisme, qui nous dit : Ne moissonne pas où tu n'as pas semé. Et non le loyalisme envers les social-démocrates et les indépendants en cas de formation par eux d'un gouvernement socialiste et ouvrier dans le but évident de trahir la classe ouvrière.

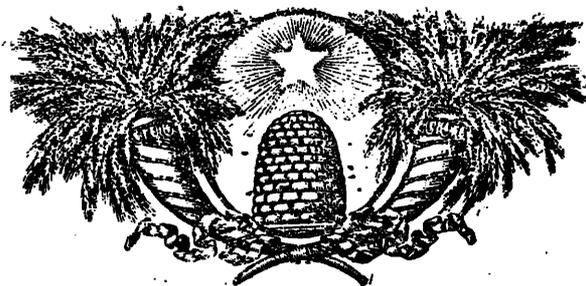
Les leçons des journées de mars sont édifiantes non seulement parce qu'elles ont montré le péril caché dans le Parti Communiste, mais encore parce qu'elles ont posé le problème sur lequel devront s'arrêter en passant les communistes de tous pays, ceux qui font l'éducation du Parti Communiste dans sa lutte avec les éléments instables de la classe ouvrière, qui dans certaines circonstances sont capables de former un bloc avec les opportunistes.

Dans son livre sur les *Maladies infantiles du Communisme* le pilote de la révolution mondiale, Lénine, préconise une si grande élasticité d'action dans le développement de la classe ouvrière qu'elle va jusqu'au bloc électoral avec Henderson et consorts en Angleterre tant que les masses ouvrières les suivent. Mais il dit aussi aux communistes : si les circonstances nous obligent à élire Henderson pour porter un coup à la coalition bourgeoise, faites-le, mais répétez aussi le plus souvent possible aux travailleurs : Henderson est un traître, Henderson vous trahira, et nous le jetterons bas. Répétez-le plus souvent afin que les travailleurs puissent perdre leur confiance en lui. Nous le suivons comme ses héritiers. Et il n'est pas question d'opposition loyale. Et c'est ici le centre de gravité de votre action révélatrice ; c'est ici que vous devez vous montrer capable de rejeter aux ordures

les produits tarés de l'histoire. Et ceci est de la politique réaliste.

La politique communiste est menacée de deux dangers. Tout d'abord c'est que, par suite des appels réitérés et des coups de trompette de ceux qui, dans la masse ouvrière, se tiennent à l'écart de l'action, cette politique pourrait être tentée de remplacer l'action directe. Le second danger réside dans la possibilité, pour le parti, de perdre, dans son désir de s'unir à la masse sur le terrain de l'action, ses traits intrinsèques et ses propres devises. L'Internationale Communiste doit lutter contre ces deux dangers. Nous ne pouvons pas poursuivre une politique communiste sans nous rattacher aux masses qui ne se développent que lentement, et nous ne pouvons pas, d'autre part, poursuivre une politique communiste en nous abaissant au niveau des masses qui se trouvent encore dans les phases inférieures de leur développement. La solution du problème consiste à avoir notre propre politique communiste, qui pénétrerait les masses, les pousserait en avant et à lutter pour la conquête des syndicats. Le Parti Communiste Allemand a échappé au premier danger. Mais en mars dernier il a prouvé que le second dépassait ses forces ; et ce second danger menace les partis communistes de tous les pays, qui partout absorbent les éléments centristes et sont contraints de maîtriser les éléments les plus impétueux en se conformant au rythme donné du développement. En ce dernier cas, nous sommes en présence d'un autre danger ; ceci pourrait amener la dégénérescence du Parti Communiste, en tant qu'élément d'action d'avant-garde, et la formation de partis centristes sous le drapeau du communisme. L'attitude du Parti Communiste Allemand envers l'erreur commise par certains éléments du Comité Central permet de conclure que le danger ne peut être pour lui ni de longue durée, ni d'une grande importance. Il est plus grand pour le parti italien et pour le mouvement communiste français, c'est pourquoi le Parti Communiste Allemand et l'Internationale Communiste doivent, en tenant compte de la leçon des journées de mars, s'adresser aux partis communistes, en reconnaissant devant eux que le jour et l'heure de notre victoire dépendent non seulement des forces historiques, mais encore de notre propre force, de notre volonté de vaincre, de notre énergie. Prenez en considération les autres côtés du parallélogramme historique, mais augmentez, en premier lieu, votre pression, votre énergie, et le tracé des lignes changera autrement vite en notre faveur, que si nous tentions de devenir la diagonale de ce parallélogramme. Cette diagonale — ce sera l'action générale des masses ; quant à nous, l'histoire nous prédestine à être la force impulsive de la révolution.

Karl RADEK.



Comité de la 3^e Internationale

Une Décision

Le Comité de la 3^e Internationale engage tous les délégués mandatés pour défendre la motion du Comité et des dissidents de la reconstruction, à voter celle-ci sans y retrancher ou ajouter un seul mot, et par conséquent à repousser tout amendement dans un sens ou dans un autre.

Il indique que ne pas voter intégralement le texte présenté équivaut à se prononcer nettement contre l'adhésion.

Pour le Congrès Fédéral

Vendredi 26 novembre, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne, réunion des délégués au Congrès Fédéral partisans de la motion du Comité de la 3^e Internationale.

NOTRE SOUSCRIPTION

32^e LISTE

Groupe d'amis du 11^e, 7 fr. 50; Moskowsky, Perpignan, 10 fr.; Liste n° 146, 10 fr.; Sauvage, 3 fr.; F. M., Metz, Vive l'Internationale Communiste, renouvratrice du mouvement prolétarien. Honte aux renégats de la 2^e Internationale ! 3 fr.; Liste n° 170, 14 fr. 40; Un ingénieur bolcheviste, Oran, 10 fr.; Luret, Rouen, 2 fr.; Liste n° 315, 17 fr.; X., (9^e section), 10 fr.; Ramé, Avignon, 2 fr.; Liste n° 215, 21 fr. 40.

Total de la 32^e liste..... 105 30

Total des listes précédentes..... 10.273 95

Total général 10.379 25

A. Glebov

Les Syndicats Russes et la Révolution.

(Préface de Boris Souvarine)

Une brochure d'un intérêt capital, au moment où les syndicats discutent de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Prix : 0 50

Le cent 37 50

Clara Zetkin

Les batailles révolutionnaires de l'Allemagne

Une forte brochure présentant le raccourci historique de la première étape de la Révolution allemande. Les journées tragiques de Berlin et de Munich, les grandes figures de Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Eugène Leviné, revivent dans ces pages frémissantes de l'illustre et vénérée militante communiste, Clara Zetkin.

Prix..... 0 fr. 75



BIBLIOTHÈQUE
COMMUNISTE

EN VENTE

dans toutes les Librairies
socialistes et communistes

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i>	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
A. RANSOME — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i>	0 75
JACQUES SADOUL. — <i>Vive la République des Soviets</i>	0 40
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Éloge des Bolcheviks</i>	0 50
TROTSKY — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i>	4 »
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	0 60
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	0 40
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25
*** <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
*** <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (volés par le 2^e Congrès)</i>	3 »

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e arr.)